

DÉCÈS D'ABDELHAK BEN BOULAÏD

**NASRI PRÉSENTE SES
CONDOLÉANCES À LA FAMILLE
DU DÉFUNT**

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, s'est rendu, dimanche dans la wilaya de Batna, où il a présenté ses condoléances à la famille du défunt Abdelhak Ben Boulaïd, membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel et fils du chahid Mostefa Ben Boulaïd, indique un communiqué du Conseil.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 19 Safar 1448 - 3 Août 2026 - N° 1358 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

DES AGENTS MAROCAINS
INFILTRÉS PARMİ LES
MIGRANTS, SELON UN
MÉDIA ESPAGNOL

**C'EST LA CRISE ENTRE
L'ESPAGNE ET LE
MAROC**



Des éléments appartenant aux services de renseignement marocains figuraient parmi les milliers de personnes ayant franchi récemment la frontière vers l'enclave espagnole de Ceuta, affirme le quotidien espagnol El Español.

P.7

EDUCATION NATIONALE

**LES RÉSULTATS DES
EXAMENS
PROFESSIONNELS ET
DU CONCOURS DE
RECRUTEMENT
ANNONCÉS CE LUNDI
ET JEUDI PROCHAIN**

Les résultats des examens professionnels d'accès aux différents grades des corps spécifiques de l'Education nationale seront annoncés lundi, et ceux du concours de recrutement des enseignants jeudi prochain, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère de l'Education nationale.

P.2

DRAME ROUTIER DE BOUMERDÈS

LE CONDUCTEUR DÉCÉDÉ ÉTAIT SOUS L'EMPRISE DE STUPEFIANTS



P.16

Les premiers éléments de l'enquête menée après l'accident d'autobus survenu dans la wilaya de Boumerdès ont révélé que le conducteur décédé était sous l'emprise de stupéfiants et que deux (2) comprimés psychotropes ont été retrouvés dans ses vêtements, indique dimanche un communiqué du parquet général près la Cour de Boumerdès.

OPEP+

SEPT MEMBRES ACTENT UNE RELANCE GRADUELLE DE LEUR PRODUCTION

L'Algérie et six autres nations affiliées à l'Opep+ ont convenu hier dimanche d'accroître leur offre combinée de 188.000 barils quotidiens dès le mois de septembre prochain, sans pour autant négliger la nécessité d'une observation rigoureuse et permanente des fluctuations du commerce pétrolier mondial.

P.4

L'EAU POTABLE DANS LA CAPITALE

VERS UNE GESTION INTÉGRÉE ET DURABLE

Dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la qualité du service public de distribution d'eau potable, une réunion de travail sur la situation du secteur dans la capitale Alger a été tenue samedi dernier par le ministre de l'Hydraulique, M. Lounès Bouzegza, accompagné du wali d'Alger, M. Abdenour Rabehi.

Par Ikram Haou

À cette occasion, le ministre a pris de nouvelles mesures pour renforcer la qualité du service public, notamment en accélérant la concrétisation du programme important inscrit auprès de la direction de l'hydraulique d'Alger, ainsi qu'en réalisant de grandes infrastructures de stockage. Ces actions visent à assurer la continuité de la distribution d'eau et du service public, particulièrement en cas de pannes au niveau des infrastructures de production.

Ont également été abordés les sujets des opérations de rénovation et de réhabilitation des réseaux de distribution, afin de réduire le taux de pertes, provoqué notamment par les fuites (20 %) et les raccordements illicites et anarchiques (20 %). Par ailleurs, il a été question d'augmenter le taux de valorisation des eaux usées traitées et d'étendre leurs domaines de réutilisation, dans le but de préserver les espaces verts et de maintenir la propreté de l'environnement urbain de la capitale.

Le ministre a également insisté sur la nécessité de protéger l'ensemble des oueds contre la pollution, tels que l'oued El Harrach, l'oued Mazafran et l'oued El Hamiz, et de trouver des solutions pour lutter contre les rejets anarchiques. Il a préconisé d'élargir l'utilisation de la numérisation dans la gestion, afin d'assurer une meilleure maîtrise du système hydrique et d'accélérer les interventions.

Il convient de noter que la réunion s'est tenue au siège de la wilaya d'Alger, en présence de l'inspecteur général du ministère de



l'Hydraulique, des cadres de l'administration centrale, des PDG des établissements sous tutelle, ainsi que du secrétaire général de la wilaya et des walis délégués. Il a également été décidé de créer une commission technique intersectorielle comprenant les wilayas d'Alger, de Boumerdès, de Tipasa et de Blida. Cette commission sera chargée du suivi de la situation du service public d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement, ainsi que du renforcement de la coordination entre les différents intervenants.

Pour assurer l'application de ces instructions, le ministre de l'Hydraulique, M. Lounès Bouzegza, a annoncé l'organisation de rencontres périodiques pour suivre la mise en

œuvre des programmes et des projets sur le terrain, a-t-il souligné.

De son côté, le wali d'Alger, M. Abdenour Rabehi, a estimé nécessaire d'élaborer un programme spécial pour soutenir la wilaya d'Alger, avec une surveillance continue, afin d'améliorer les performances des réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement dans l'ensemble des différentes communes de la wilaya. Il a également appelé à répondre à toutes les demandes en eau potable, tant pour l'usage domestique (habituel) que pour l'usage industriel.

Selon le communiqué du ministre, cette forte demande en eau est provoquée par l'expansion urbaine dans la capitale ; il est donc nécessaire de renforcer le système hy-

draulique pour continuer à assurer un service public régulier et stable.

Concernant les chiffres de la production quotidienne d'eau dans la capitale Alger, le service public de l'eau a indiqué qu'il produit 1,1 million de mètres cubes d'eau potable, destinée à répondre aux besoins de plus de 4,6 millions d'habitants, à travers un réseau de distribution s'étendant sur plus de 809,2 kilomètres. Cette production quotidienne repose sur différentes sources d'approvisionnement : 62 % de l'eau proviennent de dix stations de dessalement d'eau de mer, d'une capacité de production de 690 000 m³/jour ; 21 % sont fournis par quatre barrages, produisant jusqu'à 227 000 m³/jour ; et 17 % proviennent des eaux souterraines, avec une capacité de production estimée à 192 000 m³/jour. Il faut ajouter que la capacité globale de stockage atteint près d'un million de mètres cubes, répartie sur environ 180 réservoirs.

Par ailleurs, près de 250 000 m³ d'eaux usées sont traités quotidiennement grâce à six stations d'épuration d'une capacité totale de 600 000 m³/jour, en plus de la réutilisation d'environ un million de mètres cubes d'eaux épurées chaque année, notamment pour l'irrigation dans le secteur de l'assainissement.

En conclusion, le ministre de l'Hydraulique a appelé à poursuivre la mobilisation et le travail sur le terrain, à réagir plus rapidement pour réparer les pannes, et à informer régulièrement les citoyens des programmes de maintenance ou des éventuelles perturbations susceptibles d'affecter l'alimentation en eau. L'objectif est de garantir un service public de qualité, répondant aux attentes des habitants de la wilaya d'Alger.

I.H

EDUCATION NATIONALE LES RÉSULTATS DES EXAMENS PROFESSIONNELS ET DU CONCOURS DE RECRUTEMENT ANNONCÉS CE LUNDI ET JEUDI PROCHAIN

Les résultats des examens professionnels d'accès aux différents grades des corps spécifiques de l'Education nationale seront annoncés lundi, et ceux du concours de recrutement des enseignants jeudi prochain, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère de l'Education nationale.

Les résultats des examens professionnels d'accès aux différents grades des corps spécifiques de l'Education au titre de l'année 2026, organisés le 11 juillet dernier, "seront annoncés lundi 3 août 2026 à partir de 10h00, via les comptes électroniques des candidats sur la plateforme numérique, à travers le lien: <https://mowadaf.education.dz>", souligne le communiqué.

"Les listes nominatives des

candidats admis seront également publiées le jour même et à la même heure au niveau de toutes les directions de l'Education", selon la même source.

Quant aux résultats du concours de recrutement sur titres des enseignants des trois paliers d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) au titre de l'année 2025, "ils seront annoncés jeudi 6 août 2026, à partir de 10h00, via les comptes électroniques des candidats sur la plateforme numérique, à travers le lien: <https://concours.onec.dz>".

Les listes nominatives des candidats admis seront publiées le jour même et à la même heure au niveau de toutes les directions de l'Education, conclut le document.

RA

AFFILIATION VOLONTAIRE DES MEMBRES DE LA DIASPORA AU SYSTÈME DE RETRAITE JOURNÉE DE SENSIBILISATION AU PORT D'ALGER

La Caisse nationale des retraites (CNR) a organisé, dimanche au port d'Alger, une Journée de sensibilisation sur l'affiliation volontaire au système de retraite, au profit des membres de la communauté nationale à l'étranger. Dans une déclaration à cette occasion, le Directeur général de la CNR, M. Hafid Adrar, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation sur l'affiliation volontaire au système de sécurité sociale, organisée jusqu'au 20 août au profit des membres de la diaspora en vacances en Algérie.

L'organisation de cette action de sensibilisation intervient en application des orientations des autorités publiques visant à rapprocher les services des membres de la diaspora et à les informer des différents droits et avantages offerts par le régime de retraite, leur permettant ainsi de bénéficier d'une pension de retraite, conformément à la législation en vigueur, ainsi que de la couverture sociale au titre de l'assurance maladie et maternité et de la carte Chifa, a-t-il précisé.

Elle reflète aussi "l'intérêt accordé par les hautes autorités du pays à la

mise en place d'une protection sociale digne des Algériens établis à l'étranger, traduisant ainsi clairement l'attention que porte l'Etat algérien à ses ressortissants où qu'ils se trouvent", a-t-il ajouté.

Dans le même sillage, le Directeur général de la CNR a fait savoir que "plus de 1.200 affiliés inscrits sur la plateforme numérique dédiée à cet effet « teledclaration.cnas.dz » ont d'ores et déjà entamé le paiement de leurs cotisations", précisant que les cotisations au titre de l'affiliation volontaire sont versées chaque trimestre : en janvier, en avril, en juillet et en octobre.

Plusieurs membres de la communauté nationale, arrivés en Algérie à bord du navire "Tariq Ibn Ziyad", qui a accosté aujourd'hui au port d'Alger, ont salué cette initiative.

Ils ont ainsi pu prendre connaissance des modalités de paiement des cotisations par carte bancaire internationale et des principaux services numériques proposés par la CNR, leur permettant d'effectuer leurs démarches à distance, en toute simplicité et en toute sécurité.

RA

PRÉSIDENTE TOURNANTE DU CPS DE L'UA

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DU CONTINENT

L'ambassadeur d'Algérie auprès de la République démocratique fédérale d'Ethiopie et son Représentant permanent auprès de l'Union africaine (UA), président en exercice du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, Mohamed Khaled, a qualifié la présidence tournante du CPS par l'Algérie durant ce mois d'août de "grande responsabilité", soulignant que ce mandat sera mis à profit pour réaffirmer l'engagement du pays en faveur de la paix et de la sécurité sur le continent, conformément aux principes de sa politique étrangère, sous la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans une déclaration à l'APS, Mohamed Khaled a précisé que cette deuxième présidence tournante assurée par l'Algérie depuis son élection, en 2025, au Conseil de paix et de sécurité pour un sixième mandat depuis la création de cette instance en 2003, "traduit la confiance dont jouit notre pays au sein de l'UA et reflète son engagement constant en faveur de la paix et de la stabilité sur le continent, partant de son attachement au principe des solutions africaines aux problèmes africains".

Dans cette perspective, l'Algérie a élaboré "un programme d'action équilibré, ambitieux et intégré, articulé autour des priorités du continent, notamment la consolidation de la sécurité dans les Etats africains", a-t-il indiqué, soulignant que "l'Algérie est convaincue que la sécurité, la stabilité et le développement de l'Afrique relèvent d'une responsabilité collective qui appelle la conjugaison des efforts de tous ses enfants dans un esprit de solidarité, d'unité et d'intégration, au service des aspirations des peuples du continent à la paix et à la prospérité".

A travers son programme d'action, reposant sur une approche pragmatique fondée sur l'efficacité, l'Algérie entend contribuer, par des initiatives concrètes, au renforcement de la capacité du Conseil à relever les défis sécuritaires multiples et grandissants auxquels est confronté le continent africain, a-t-il ajouté, précisant que le programme de la présidence algérienne s'articule autour de trois principaux axes.

Il s'agit d'abord de procéder à une "évaluation globale" de la situation de la paix et de la sécurité en Afrique pour faire face aux défis et proposer des solutions pratiques et applicables, a expliqué l'ambassadeur.

Il s'agira ensuite de "s'attaquer aux crises et conflits en cours, non seulement à travers leur examen au sein du CPS, mais aussi à travers un engagement sur le terrain", qui passe par l'organisation d'une mission du Conseil au Soudan pour s'enquérir des développements de la situation humanitaire et sécuritaire et soutenir les efforts visant à parvenir à des so-



lutions permettant de rétablir la paix et la stabilité dans ce pays, a-t-il ajouté.

Le troisième et dernier axe consiste à "renforcer la coordination entre le CPS et les différents organes de l'UA", afin de mieux harmoniser les efforts et d'accroître l'efficacité de l'action africaine commune dans les domaines de la paix, de la sécurité, de la gouvernance et des droits de l'Homme, a-t-il poursuivi.

Les pays africains en mesure de relever les défis actuels

Le programme de la présidence comprend 12 activités, dont neuf réunions au niveau des Représentants permanents et une mission de terrain au Soudan, outre l'examen de dossiers centraux, à l'instar de l'éducation dans les zones de conflit, les développements de la situation au Soudan du Sud et au Sahel, l'initiative "Faire taire les armes", la lutte contre le terrorisme, la consolidation du système d'alerte précoce et le renforcement de la coopération avec les différents organes de l'UA, notamment le Parlement panafricain, la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples, la Plateforme de l'architecture africaine de gouvernance et de l'architecture africaine de paix et de

sécurité (AGA-APSA), présidée par l'Algérie, le Centre de l'Union africaine pour la lutte contre le terrorisme (CUACT) et le Mécanisme de coopération policière de l'Union africaine (AFRIPOL), a fait savoir M. Khaled.

Au terme de sa présidence, l'Algérie s'emploiera à renforcer la coordination entre le Conseil de paix et de sécurité et les pays africains membres du Conseil de sécurité des Nations unies (A3), à travers l'organisation du briefing trimestriel de ce groupe, en vue d'accélérer la mise en œuvre des conclusions du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran), de manière à unifier les positions et à défendre les intérêts africains communs sur la scène internationale, souligne le diplomate.

Ce programme s'inscrit dans le prolongement de ce qui a été entrepris lors de la précédente présidence algérienne (août 2025), à travers l'analyse des questions débattues et l'évaluation de la capacité du CPS à atteindre les objectifs fixés, en vue de proposer de nouvelles initiatives visant à améliorer les performances et à développer les mécanismes d'action, a-t-il dit.

L'ambassadeur a rappelé que la précédente présidence du CPS par l'Algérie avait permis de se pencher sur la situation des crises

et des conflits sur le continent africain pour permettre au Conseil d'assumer son rôle dans la recherche de solutions politiques et pacifiques aux conflits et renforcer sa capacité à répondre efficacement, selon une approche fondée sur le dialogue, la médiation et la prévention et conformément aux recommandations du Coordonnateur de l'UA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, émises dans ses rapports.

Des rapports ayant été adoptés par les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, notamment à travers l'approbation des Termes de référence du sous-comité du CPS sur la lutte contre le terrorisme et du programme d'action 2026-2030 en matière de lutte contre le terrorisme.

Le Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'UA a conclu ses propos en se disant convaincu de la capacité des pays du continent à "relever les défis actuels, quelle qu'en soit l'ampleur, à travers la solidarité, l'action collective et le renforcement des partenariats africains, au service des aspirations des peuples du continent à la sécurité, à la stabilité, au développement et à la prospérité dans l'Afrique que nous appelons de nos vœux".

RA

L'ALGÉRIE RATIFIE LA CHARTE AFRICAINE DE LA JEUNESSE

L'Algérie a déposé l'instrument de ratification de la Charte africaine de la jeunesse auprès de la Commission de l'Union africaine (UA), a indiqué dimanche un communiqué du ministère de la Jeunesse.

La ratification de la Charte africaine de la jeunesse "témoigne de l'intérêt majeur accordé par les hautes autorités du pays, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la jeunesse, en tant que pilier essentiel pour l'édification de l'Algérie victorieuse et axe principal dans les différentes politiques pu-

bliques et réformes nationales", précise le communiqué.

Elle traduit également "le souci de l'Algérie de poursuivre son rôle pionnier au sein du continent africain, convaincue que la jeunesse constitue la véritable richesse de l'Afrique et que l'investissement dans ses capacités est une condition fondamentale pour réaliser le développement, la paix et la prospérité", ajoute la même source.

La Commission de l'UA s'est félicitée de cette démarche, poursuit le communiqué, estimant qu'elle "confirme l'engagement de

l'Algérie en faveur de l'autonomisation des jeunes africains, en accord avec les aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA".

Adoptée par l'Union africaine, la Charte africaine de la jeunesse constitue le premier cadre juridique continental global consacré aux droits et devoirs des jeunes, engageant les Etats membres à mettre en place des politiques et des programmes garantissant l'autonomisation des jeunes et leur participation dans divers domaines de développement.

RA

OPEP+

SEPT MEMBRES ACTENT UNE RELANCE GRADUELLE DE LEUR PRODUCTION

L'Algérie et six autres nations affiliées à l'Opep+ ont convenu hier dimanche d'accroître leur offre combinée de 188.000 barils quotidiens dès le mois de septembre prochain, sans pour autant négliger la nécessité d'une observation rigoureuse et permanente des fluctuations du commerce pétrolier mondial.

Par Youcef Hamidi

Cette orientation est issue d'une session ministérielle organisée en visioconférence, qui a réuni les sept États de l'alliance élargie (pays exportateurs de pétrole et partenaires extérieurs) ayant souscrit à des coupes volontaires antérieures, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie.

À la clôture de cette rencontre, où figurait le ministre d'État chargé des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, « les nations participantes ont arrêté la décision d'augmenter leur production totale de 188.000 barils journaliers en septembre, parachèvement du retrait progressif des ajustements restrictifs instaurés en avril 2023 », a fait savoir le ministère via un communiqué officiel.

La part attribuée à l'Algérie connaîtra de ce fait une élévation de 6.000 barils par jour pour ce même mois, atteignant ainsi 1,007 million de barils quotidiens.

Cette assise a également offert l'occasion de réitérer « l'attachement



des sept pays à une coopération resserrée » et de rappeler « le rôle essentiel d'une veille ininterrompue et méticuleuse sur la conjoncture pétrolière internationale ».

Par la suite, M. Arkab a pris part aux débats de la 67e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), qui rassemble l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Irak, le Koweït, le

Nigeria, le Venezuela, ainsi que le Kazakhstan et la Russie.

Au cours de cette séance, les responsables ministériels ont évalué le degré d'observation, par les membres de l'Opep+, de leurs obligations concernant les réductions volontaires pour les mois de mai et juin 2026.

À l'issue de cette analyse, le Comité a loué la constance des efforts fournis par les pays participants, tout en réaffirmant que « l'adhésion stricte et durable aux choix communs demeure une condition clé pour le maintien de l'équilibre du marché mondial du pétrole », selon le texte officiel.

Ces deux rencontres ont eu lieu en présence du PDG de Sonatrach, Noureddine Daoudi, et du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui.

La prochaine réunion du groupe des sept est programmée pour le 6 septembre prochain, tandis que la 68e session du JMMC est fixée au 4 octobre suivant.

Y.H

COMMERCE EXTÉRIEUR

REZIG SUPERVISE UN ATELIER SUR LA PLATEFORME NUMÉRIQUE D'IMPORTATION DE SERVICES

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé, dimanche à Alger, un atelier consacré à la présentation et à l'explication des modalités d'utilisation de la nouvelle plateforme numérique dédiée à la gestion et au suivi des opérations d'importation de services, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à numériser les procédures administratives et à renforcer la transparence dans le domaine du commerce extérieur, indique un communiqué du ministère.

L'atelier a réuni des représentants de plu-

sieurs entreprises nationales opérant dans le secteur des services, de l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), des banques, des compagnies d'assurances, des opérateurs du transport aérien et maritime, ainsi que différents intervenants concernés par les opérations d'importation de services.

Au cours de la rencontre, des explications techniques ont été fournies sur les modalités d'accès à la plateforme numérique et l'utilisation de ses différentes fonctionnalités, notamment le

dépôt et le suivi des dossiers, l'échange d'informations et de données, ainsi que le suivi des différentes étapes du traitement des demandes. A cette occasion, le ministre a indiqué que le lancement de cette plateforme incarne la vision des hautes autorités du pays visant à bâtir une administration moderne fondée sur la numérisation, à même de contribuer à l'amélioration de la gouvernance du commerce extérieur et au renforcement de la transparence et de l'efficacité dans la gestion des opérations d'importation de services.

RE

AAPI

L'AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE ET LA NUMÉRISATION AU MENU D'UNE RÉUNION DE COORDINATION SUR LE FONCIER ÉCONOMIQUE

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a présidé, dimanche à Alger, une réunion de coordination avec les trois agences nationales chargées de l'aménagement et de la gestion du foncier économique, consacrée à l'amélioration de la gouvernance du foncier économique, à travers une mise à jour permanente des données y afférentes et le développement d'un espace numérique reliant les différentes instances concernées, indique un communiqué de l'Agence.

La rencontre, qui a regroupé les Directeurs généraux de l'Agence nationale du foncier industriel (ANFI), de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT) et de l'Agence nationale du foncier urbain (ANFU), a permis d'examiner les mécanismes visant à renforcer la coordination entre les différentes instances concernées et à unifier les méthodes de travail, afin de garantir des offres foncières répondant aux besoins des investisseurs et d'accélérer la concrétisation des projets d'investissement.

La réunion a été l'occasion de se concerter sur les moyens d'améliorer la gouvernance du foncier économique, notamment à travers la mise à jour continue des données relatives aux assiettes foncières, ce qui permettra de fournir, via la plateforme numérique de l'investisseur, des informations précises, fiables et actuali-

sées, tout en renforçant la transparence et la qualité des services offerts aux investisseurs, précise le communiqué.

Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité de vérifier la disponibilité effective des assiettes foncières avant leur intégration dans les offres destinées à l'investissement, tout en intensifiant la coordination sur le terrain entre les différents intervenants, afin d'assurer la conformité des données publiées à la réalité et d'éviter l'inscription d'assiettes inexploitable dans l'immédiat.

Les participants ont souligné l'importance de développer les mécanismes d'échange d'informations à travers un espace numérique commun reliant les différentes instances concernées, permettant l'échange et l'actualisation continue des données foncières et garantissant la constitution d'un portefeuille foncier précis et actualisé, à même de renforcer l'efficacité du traitement des demandes d'investissement et d'améliorer le niveau de coordination institutionnelle, souligne la même source.

La rencontre a aussi porté sur les moyens d'orienter le foncier économique selon les priorités du développement national et les besoins sectoriels, de manière à assurer une exploitation optimale des assiettes foncières et leur affectation vers des projets d'investissement à forte valeur ajoutée, à même de contribuer à la

création de richesses et d'emplois.

Les participants sont, en outre, convenus d'œuvrer conjointement à la mise en place de mécanismes permanents d'échange d'informations, à l'actualisation du portefeuille foncier et au renforcement de la disponibilité des assiettes foncières destinées à l'investissement, afin d'améliorer le climat d'investissement, de simplifier les procédures d'accès au foncier économique et d'accélérer la concrétisation des projets d'investissement.

L'AAPI a rappelé, dans son communiqué, que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route dédiée au développement du système d'accompagnement des investisseurs, soulignant qu'après le parachèvement des procédures de mise en service du guichet unique de l'investissement, "il est désormais nécessaire de concentrer les efforts sur le renforcement du portefeuille foncier de l'Agence, afin qu'elle puisse répondre à la demande croissante en foncier économique, induite par la dynamique d'investissement que connaît notre pays, et ce, à travers la mobilisation de nouvelles assiettes foncières, la garantie de leur disponibilité et l'amélioration de la qualité des données y afférentes".

RI

AQUACULTURE

ORAN MULTIPLIE LES ACTIONS POUR PROMOUVOIR LA CONSOMMATION DU TILAPIA ROUGE

La Chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture d'Oran a engagé une série d'actions de sensibilisation et de promotion destinées à mieux faire connaître le tilapia rouge et à encourager sa consommation, à travers sa participation à plusieurs manifestations organisées durant la saison estivale, a indiqué son directeur, Abdelbasset Hamri.

Par Ali Boudefel

Depuis le lancement de la saison estivale, la Chambre a mis en place différents espaces de dégustation et de présentation consacrés au tilapia rouge afin de faire découvrir ses qualités nutritionnelles, a précisé M. Hamri. Des chefs cuisiniers professionnels y ont préparé plusieurs recettes mettant en avant la richesse culinaire de ce poisson, aussi bien dans des spécialités locales qu'internationales.

Le responsable a ajouté que la plus récente de ces opérations s'est déroulée à l'occasion du Festival de la dégustation, dont les activités ont pris fin samedi soir au Village méditerranéen d'Oran. Les préparations culi-



naires à base de tilapia rouge ont attiré de nombreux visiteurs, qui ont pu apprécier les qualités gustatives et les caractéristiques de cette espèce.

Il a également indiqué que la Chambre a participé à l'accueil d'un groupe d'élèves ayant obtenu les meilleurs résultats au niveau national aux examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM), invités à séjourner dans la wilaya d'Oran dans le cadre d'un programme touristique. Une réception organisée au Village méditerranéen a été marquée par

une dégustation de plats à base de tilapia rouge, avec pour objectif d'encourager une alimentation saine auprès des différentes franges de la société, en particulier les jeunes.

Selon M. Hamri, ces actions s'inscrivent dans une stratégie visant à soutenir les efforts de l'Etat en faveur du développement de la filière aquacole et de la diversification des produits halieutiques. Il a souligné que la valorisation du tilapia rouge figure parmi les priorités de la Chambre en raison de ses qualités nutritionnelles

et de son coût plus accessible comparativement à certaines espèces marines.

Le développement de la production et de la consommation du tilapia rouge s'inscrit dans la politique nationale de renforcement de la sécurité alimentaire et de promotion de l'aquaculture continentale. Ces dernières années, les pouvoirs publics ont intensifié leur soutien à cette filière en accompagnant les investisseurs, en facilitant la création de fermes aquacoles, en favorisant l'intégration entre agriculture et pisciculture, tout en appuyant les projets de production d'alevins et d'aliments pour poissons afin d'accroître l'offre nationale et de proposer aux consommateurs un produit halieutique local à un prix abordable.

Par ailleurs, le directeur de la Chambre de wilaya de la pêche et de l'aquaculture a annoncé que ses services s'approprient à signer une convention de partenariat avec l'administration du Village méditerranéen d'Oran. Cet accord prévoit l'introduction de plats préparés à base de tilapia rouge dans les menus proposés aux résidents et aux visiteurs.

Il a expliqué que, dans le cadre de cette convention, la Chambre assurera un rôle d'intermédiaire.

A.B

DJELFA

RÉALISATION D'UN LYCÉE POUR LE GROUPEMENT D'HABITATIONS D'EL MOUILAH

Le groupement d'habitations d'El Mouilah, dans la commune de M'liliha (à l'est de Djelfa), a bénéficié d'un projet de réalisation d'un lycée d'une capacité de 600 places pédagogiques, a-t-on appris dimanche de la Direction des équipements publics.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement prévoyant la réalisation de 12 lycées à travers les différentes communes de la wilaya. Il est doté d'une enveloppe de plus de 383 millions de DA. La semaine dernière, le wali de Djelfa, Djahid Mous, a effectué une visite d'inspection du chantier de ce projet dont le taux d'avancement est estimé à 55 %.

"Les gros œuvres sont entièrement achevés et l'éta-

blissement devrait être livré et équipé pour la rentrée scolaire 2026-2027", ont assuré sur place les responsables en charge du projet. Le wali a particulièrement insisté sur le respect des normes de qualité dans l'exécution des travaux ainsi que des délais contractuels, fixés à 12 mois. La réalisation de ce lycée constitue une priorité pour cette agglomération, traversée par la RN46 et comptant près de 10.000 habitants, vu que les élèves sont contraints de poursuivre leurs études secondaires dans les lycées des communes de M'liliha et Dar Chioukh, selon les responsables du secteur local de l'éducation.

R.R

APICULTURE

DISTRIBUTION DE PLUS DE 100 RUCHES À TISSEMSILT

Plus de 100 ruches d'abeilles sont en cours de distribution aux apiculteurs de la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya.

La cheffe du service de la production et de l'appui agricole, Fatiha Bekkada, a indiqué que la Direction a entamé, récemment, la distribution de plus de 100 ruches aux apiculteurs de la wilaya. Cette dotation, attribuée par le ministère de tutelle, vise à relancer la filière apicole et à encourager davantage d'éleveurs à s'y investir.

Mme Bekkada a également souligné qu'en coordination avec l'Université Ahmed Benyahia El-Wancharissi de Tissemsilt, la Direction a organisé, durant le mois de juillet dernier, une session de formation de quatre jours

au profit des apiculteurs de la wilaya. Cette formation a permis aux professionnels du secteur de renforcer leurs compétences en matière de bonnes pratiques d'élevage des abeilles et d'amélioration de la production de miel. Les cours ont été assurés par des spécialistes venus de plusieurs universités du pays, notamment de Tiaret et Oran.

Par ailleurs, la même responsable a indiqué que la wilaya de Tissemsilt prévoit une production de plus de 450 quintaux de miel au cours de la campagne agricole en cours. Cette production est attendue grâce à plus de 60 apiculteurs et producteurs de miel, recensés par la Direction des services agricoles, qui disposent de plus de 8.800 ruches.

R.R

DJELFA

RÉALISATION D'UN LYCÉE POUR LE GROUPEMENT D'HABITATIONS D'EL MOUILAH

Le groupement d'habitations d'El Mouilah, dans la commune de M'liliha (à l'est de Djelfa), a bénéficié d'un projet de réalisation d'un lycée d'une capacité de 600 places pédagogiques, a-t-on appris dimanche de la Direction des équipements publics.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement prévoyant la réalisation de 12 lycées à travers les différentes communes de la wilaya. Il est doté d'une enveloppe de plus de 383 millions de DA.

La semaine dernière, le wali de Djelfa, Djahid Mous, a effectué une visite d'inspection du chantier de ce projet dont le taux d'avancement est estimé à 55 %. "Les gros œuvres sont entièrement achevés et l'établissement devrait être livré et

équipé pour la rentrée scolaire 2026-2027", ont assuré sur place les responsables en charge du projet. Le wali a particulièrement insisté sur le respect des normes de qualité dans l'exécution des travaux ainsi que des délais contractuels, fixés à 12 mois.

La réalisation de ce lycée constitue une priorité pour cette agglomération, traversée par la RN46 et comptant près de 10.000 habitants, vu que les élèves sont contraints de poursuivre leurs études secondaires dans les lycées des communes de M'liliha et Dar Chioukh, selon les responsables du secteur local de l'éducation.

R.R

BLIDA

REMPLACEMENT DE 10 TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES

La société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Blida a procédé récemment au remplacement de 10 transformateurs électriques par de nouveaux équipements afin de renforcer l'alimentation en électricité face à la hausse de la consommation durant saison estivale, a-t-on appris dimanche auprès de cette entreprise publique.

Ces nouveaux transformateurs ont été installés dans plusieurs communes, notamment Chiffa, Blida, Bouinan, Boufarik et Meftah, dans le cadre d'un programme visant à accroître la capacité du réseau, améliorer la qualité et la stabilité de l'alimentation électrique, en particulier durant les périodes de pointe, et à moderniser les infrastructures afin de réduire les pannes et d'améliorer le service public.

Cette opération s'ajoute aux investissements réalisés depuis le début de l'année, comprenant la mise en service de 17 nouveaux transformateurs et la réalisation de 66 km de réseaux électriques de moyenne et basse tension, financés par l'Etat.

Dans le cadre des mesures préventives pour limiter les coupures pendant la saison estivale, l'entreprise a également assuré la maintenance de 345 km de réseaux moyenne et basse tension, de 751 transformateurs électriques et de 40 départs électriques.

R.R

INFRASTRUCTURES ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

L'ANGOLA LANCE LES ÉTUDES DE SON AUTOROUTE OUEST-EST, UN PROJET STRATÉGIQUE DE 1 300 KILOMÈTRES

C'est un projet massif qui s'apprête à beaucoup apporter aux transports et à la logistique en Afrique centrale et australe.

Par Rihab Taleb

L'Angola a officiellement donné le coup d'envoi des travaux préparatoires de sa future autoroute Ouest-Est, une infrastructure de 1 300 kilomètres destinée à traverser d'un bout à l'autre le territoire national pour rejoindre directement les frontières de la République démocratique du Congo et de la Zambie. Une étape vient d'être franchie avec la signature d'un contrat de 21 millions de dollars entre l'Institut national des

routes d'Angola et la société Ana Vany Construções. Cet investissement servira à financer l'ensemble des études techniques, financières et d'analyse de la circulation sur une durée d'un an. Durant cette phase, les équipes d'ingénieurs vont analyser le tracé dans le détail, évaluer la nature des sols et calculer le volume de circulation attendu, en comptant les flux futurs de voitures et de poids lourds. C'est à la lumière de ces résultats que le gouvernement angolais arrêtera le mode de financement et le schéma d'exécution du chantier. En raison de la complexité technique et de la distance à couvrir, les travaux de construction devraient ensuite s'étaler sur une période d'à peu près dix ans. Sur le plan géographique, l'infrastructure connectera entre elles cinq provinces, à savoir

Benguela, Huambo, Bié, Moxico et Moxico Leste, créant ainsi une ligne directe entre la côte atlantique et les frontières de l'Est. Le premier objectif concerne la diversification de l'économie nationale. L'Angola s'efforce de réduire sa forte dépendance vis-à-vis de la manne pétrolière, une ressource sujette aux variations des cours mondiaux. En développant des infrastructures modernes de transport, l'État cherche à créer un environnement favorable à d'autres secteurs d'activité, en facilitant l'essor du commerce, de l'agriculture et de l'industrie locale. La nouvelle voie permettra d'ouvrir les provinces de l'intérieur en les raccordant aux grands centres urbains et aux zones portuaires. Cette connexion directe permettra de fluidifier les déplacements quotidiens des habitants et de

sécuriser les trajets. Elle offrira également aux agriculteurs et aux entreprises locales la possibilité d'acheminer leurs produits vers les marchés régionaux plus rapidement et à un coût nettement inférieur. Enfin, l'autoroute a pour but de positionner l'Angola comme un carrefour commercial principal. En prolongeant l'axe routier jusqu'à la RDC et la Zambie, Luanda offre à ces pays voisins, partiellement ou totalement enclavés, un accès performant vers les ports angolais de l'océan Atlantique. Cette autoroute s'impose comme le maillon essentiel d'un système de transport global, destiné à capter et à stimuler les échanges commerciaux dans toute la région.

R.T

FINANCES PUBLIQUES ET ENDETTEMENT

LE CAMEROUN A VERSÉ 29,5 MILLIARDS DE FCFA D'INTÉRÊTS SUR SA DETTE EN JUIN 2026

Par Kahina Baghdad

Au cours du seul mois de juin 2026, l'administration centrale du Cameroun a décaissé 29,5 milliards de FCFA au titre des intérêts et commissions liés à sa dette publique. Ces frais financiers représentent 9 % des 327 milliards de FCFA mobilisés sur cette période pour honorer le service de la dette, hors arriérés de paiement et remboursements de Bons du Trésor assimilables (BTA).

Sur le montant total réglé en juin, 297,5 milliards de FCFA, soit 91 %, ont été consacrés au remboursement du principal. À la différence des intérêts et commissions, cette part diminue effectivement le capital restant dû. Ces informations figurent dans la note de conjoncture sur la dette publique à fin juin 2026, version du 27 juillet, publiée par la Caisse autonome d'amortissement (CAA).

Entre janvier et juin 2026, le Cameroun a affecté 1 059,3 milliards de FCFA au service de la dette de l'administration centrale. Sur cette enveloppe, 909,4 milliards, soit 85,8 %, ont été utilisés pour le remboursement du principal. Les intérêts et commissions ont quant à eux absorbé 149,9 milliards, correspondant à 14,2 % des paiements semestriels.

Les 29,5 milliards de FCFA versés en juin représentent ainsi près d'un cinquième des intérêts et commissions réglés durant les six premiers mois de l'année. Ce montant dépasse également la moyenne mensuelle d'environ 25 milliards de FCFA observée sur le semestre.

Le service de la dette extérieure s'est élevé à 62,9 milliards de FCFA en juin, dont 54,9 milliards pour le principal et 8,1 milliards pour les intérêts et commissions. Sur le semestre, cette composante a totalisé 444,5 milliards de FCFA. La CAA précise que toutes les échéances extérieures arrivées à maturité à fin juin ont été réglées dans les délais contractuels, sans aucun arriéré enregistré.

La dette intérieure, hors restes à payer, a mobilisé l'essentiel des règlements du mois. Son service a atteint 264,1 milliards de FCFA en juin et 614,8 milliards sur l'ensemble du premier semestre. Les titres publics, hors BTA, ont constitué 76,4 % des paiements intérieurs effectués entre janvier et juin.

À titre de comparaison, les intérêts et commissions payés en juin représentent près de 60 % du stock de dette non structurée de l'administration centrale. Celui-ci était évalué à 49,4 milliards de FCFA à fin juin 2026, contre environ 51 milliards en début d'année.

Ce rapprochement permet de mesurer l'am-

pleur des charges financières, mais il compare deux indicateurs différents : une dépense enregistrée sur un mois et un stock de dette arrêté à une date précise. Les intérêts constituent par ailleurs une obligation contractuelle qui ne peut pas être automatiquement redéployée vers l'apurement d'autres créances de l'État.

Le service mensuel de 327 milliards de FCFA ne couvre pas non plus l'ensemble des charges liées aux engagements intérieurs. La CAA en exclut notamment les restes à payer, dont l'encours était maintenu à 703,5 milliards de FCFA à fin juin, dans l'attente de la consolidation des données de paiement du Trésor. Les factures impayées depuis plus de trois mois représentaient 588,4 milliards de FCFA, soit 83,6 % de ce total.

Les restes à payer correspondent à des dépenses régulièrement engagées et liquidées, mais toujours en attente de règlement. Leur exclusion du service de la dette signifie que les 327 milliards de FCFA publiés pour juin ne reflètent pas la totalité des sorties de trésorerie susceptibles d'être consacrées au règlement des engagements de l'État.

La CAA exclut également du calcul les remboursements de Bons du Trésor assimilables. Ces titres de court terme sont émis avec des intérêts précomptés : le Trésor reçoit à l'émission un produit net inférieur à la valeur nominale qu'il devra rembourser à l'échéance. Leur coût financier est donc intégré dès la mobilisation des fonds, et non versé sous forme d'un coupon périodique.

La distinction entre principal et intérêts reste déterminante pour évaluer l'effort budgétaire réel. Le remboursement du principal réduit l'encours de la dette, tandis que les intérêts et commissions rémunèrent les créanciers sans diminuer le capital restant dû.

Cette charge devrait continuer de progresser au cours des prochaines années. Le Document de programmation économique et budgétaire 2027-2029 projette les intérêts de la dette à 552,4 milliards de FCFA en 2026, puis à 605,3 milliards en 2027 et 707,8 milliards en 2029.

L'enjeu pour les finances publiques ne réside donc pas uniquement dans le niveau de l'encours. Il tient aussi au volume croissant de ressources que l'État doit consacrer chaque année à la rémunération de ses créanciers, au détriment potentiel d'autres dépenses budgétaires.

K.B

MATIÈRES PREMIÈRES ET ALÉAS CLIMATIQUES

LE RETOUR D'EL NIÑO CHAMBOULE LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ CACAOYER

Par Nawal Bordji

Cette année, le retour du phénomène El Niño perturbe déjà les équilibres des filières agricoles mondiales. Parmi les productions les plus exposées figure le cacao, dont les prix pourraient subir de nouvelles tensions dans les mois à venir.

Pour la campagne 2026/2027, l'excédent global de cacao n'atteindrait que 25 000 tonnes, loin des 422 000 tonnes anticipées pour la saison actuelle. Cette projection émane du courtier et analyste StoneX, qui a publié ses conclusions mercredi 29 juillet. D'après les informations reprises par Reuters, le cycle climatique El Niño, amorcé ce mois-ci, devrait affecter lourdement la zone ouest-africaine de production, avec des baisses attendues chez les deux leaders mondiaux, après les fortes précipitations enregistrées en juin dernier. Ainsi, en Côte d'Ivoire, les volumes offerts pourraient chuter de 11 %, à 1,7 million de tonnes, tandis que la récolte du Ghana reculerait de 10 %, à 585 000 tonnes. En Équateur, la production resterait stable aux alentours de 600 000 tonnes, ce qui pourrait, de fait, propulser ce pays devant l'ancienne Gold Coast.

Dans l'ensemble, le cabinet estime que l'offre planétaire diminuerait de 6 %, pour s'établir à 4,82 millions de tonnes en 2026/2027, alors que la demande progresserait de 2 %, atteignant 4,75 millions de tonnes.

Ces projections de StoneX se révèlent légèrement moins optimistes que celles émises une semaine plus tôt par Transgraph, spécialiste des produits de base. Ce dernier prévoyait un surplus de 80 000 tonnes pour la nouvelle saison débutant en octobre, avec des estimations respectives de 4,8 millions de tonnes (- 4 %) pour l'offre et 4,79 millions de tonnes (+ 3 %) pour les broyages.

Il convient de rappeler que, face aux aléas engendrés par El Niño sur les rendements, le Conseil du Café-Cacao (CCC) a sensiblement réduit son rythme de ventes anticipées pour la campagne principale 2026/2027.

Le pays, qui a déjà écoulé environ 1,15 million de tonnes de fèves au titre de cette campagne (septembre-février), cherche à limiter les risques de ne pas honorer ses engagements de livraison envers les multinationales et négociants installés sur son territoire.

N.B

DES AGENTS MAROCAINS INFILTRÉS PARMI LES MIGRANTS, SELON UN MÉDIA ESPAGNOL

C'EST LA CRISE ENTRE L'ESPAGNE ET LE MAROC

Des éléments appartenant aux services de renseignement marocains figuraient parmi les milliers de personnes ayant franchi récemment la frontière vers l'enclave espagnole de Ceuta, affirme le quotidien espagnol El Español.

Par Yacine Boudali

Le journal indique que « la Garde civile a repéré, grâce au dispositif de vidéosurveillance installé à la frontière de Ceuta, des agents des services de renseignement marocains infiltrés au sein des groupes de migrants entrés illégalement dans la ville lors de la dernière vague migratoire ».

D'après des sources citées par le média au sein de la Garde civile, ces agents auraient eu pour mission de faciliter le passage des migrants en situation irrégulière vers le territoire espagnol.

Les mêmes sources précisent que « la présence d'agents des services de renseignement marocains parmi les migrants n'est pas un cas isolé, mais un phénomène déjà observé par la Garde civile lors de précédentes vagues de pression



migratoire visant Ceuta et Melilla ».

Elles ajoutent également que des membres de la Gendarmerie marocaine auraient participé à l'acheminement des migrants vers les abords de Ceuta.

« Certaines vidéos diffusées cette semaine après l'arrivée de

plus de 50.000 migrants à la frontière de Ceuta montrent des gendarmes marocains transportant des migrants à bord de camions afin de les rapprocher de la ville. Les témoignages faisant état de la collaboration ou de la passivité des forces marocaines se sont multipliés ces

derniers jours », rapporte encore El Español.

Le quotidien rappelle aussi les témoignages recueillis par le journal américain The New York Times auprès de jeunes migrants ayant effectué la traversée, lesquels affirment avoir été encouragés, voire aidés, par les services de sécurité marocains à franchir la frontière.

Près de 60.000 migrants marocains en situation irrégulière ont traversé en quelques heures la frontière séparant le Maroc de Ceuta, déclenchant une crise migratoire d'une ampleur inédite et conduisant les autorités espagnoles à déployer l'armée dans l'enclave. Au cours de ces événements, environ 72 migrants ont perdu la vie, noyés ou victimes de mouvements de foule survenus lors du franchissement de la frontière terrestre.

Y.B

AU MOINS 72 MIGRANTS MAROCAINS SONT MORTS EN ESSAYANT DE GAGNER L'ENCLAVE DE CEUTA

Au moins 72 migrants marocains sont morts en voulant rejoindre illégalement l'enclave espagnole de Ceuta depuis la côte nord du Maroc, selon un nouveau bilan communiqué dimanche par les autorités espagnoles.

"Le dernier chiffre que nous ayons est de 72", a indiqué dimanche le délégué du gouvernement local de Ceuta, Miguel Angel Perez Triano, aux journalistes qui l'interrogeaient sur le nombre de morts. Le précédent bilan faisait

état de 67 morts. Par ailleurs, les autorités espagnoles ont fait savoir que la "quasi-totalité" des 60.000 personnes ayant franchi de force la frontière ont depuis été renvoyées au Maroc.

Des dizaines de milliers de migrants ont pénétré illégalement ces derniers jours dans l'enclave espagnole de Ceuta en provenance du Maroc.

La vague de migration irrégulière ne s'est

pas limitée à Ceuta, mais elle a atteint la ville de Melilla qui a connu, au cours des dernières heures, d'importantes tentatives de franchissement depuis le Maroc, poussant les autorités espagnoles à renforcer leur dispositif de sécurité et à durcir les mesures de contrôle le long du périmètre des deux enclaves espagnoles, en prévision de la poursuite de l'afflux de migrants.(APS) 55817/319/510/59253

RI

RAMALLAH

LES DÉTENUES PALESTINIENNES DE LA PRISON DE "DAMON" VICTIMES DE VIOLATIONS

La Commission pour les affaires des prisonniers palestiniens a affirmé, dimanche, que les détenues palestiniennes incarcérées à la prison de Damon de l'occupation sioniste, sont victimes de violations continues de la part de l'administration de la prison. Dans un communiqué cité par des médias palestiniens, la Commission a indiqué que ses équipes avaient effectué une série de visites à la prison de "Damon", au cours desquelles elles ont constaté de près les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles vivent les détenus et recueilli des témoignages faisant état de retards délibérés dans la prise en charge médicale, ainsi que de la privation des examens médicaux périodiques et des soins nécessaires.

Les détenus ont également signalé être victimes d'une négligence médicale systématique à la prison de "Damon", se traduisant par des retards intentionnels

dans la délivrance des médicaments et des traitements, ainsi que par la privation de produits de première nécessité, notamment des vêtements et des couvertures. Ils se sont également plaints de la mauvaise qualité et de l'insuffisance de la nourriture.

Les détenues palestiniennes ont également fait part des atrocités dont elles endurent. Elles ont indiqué être contraintes de dormir à même le sol en raison du manque de lits, tout en dénonçant la mauvaise qualité de la nourriture et les fouilles quotidiennes répétées, menées selon des méthodes qu'elles ont qualifiées d'humiliantes et de provocatrices.

La Commission a souligné que ces pratiques constituent "une violation manifeste de la dignité des détenues et de leurs droits fondamentaux" et s'inscrivent dans le cadre d'une politique systématique de punition collective.

RI

UNION AFRICAINE

LE CPS TIENT LUNDI SA SÉANCE PUBLIQUE ANNUELLE SUR L'ÉDUCATION EN PÉRIODE DE CONFLIT

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) tient lundi, à Addis-Abeba, sa séance publique annuelle relative à l'éducation en période de conflit. Les travaux de cette session s'ouvriront sur l'allocation de l'ambassadeur d'Algérie en Ethiopie, Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'UA et président du CPS pour le mois d'août, M. Mohamed Khaled. Son allocution sera suivie de celle du Commissaire de l'UA aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité, Bankole Adeoye.

Le Commissaire de l'Union africaine chargé de l'Education, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, Gaspard Banyankimbona, et la Commissaire de l'UA à la santé, aux affaires humanitaires et au développement social, Amma Twum-Amoah, feront également des interventions devant les membres du CPS.

Parmi les intervenants, figurent l'Envoyée spéciale de l'Union africaine pour les enfants affectés par les conflits armés, Jainaba Jagne, la co-présidente de la Plateforme africaine sur les enfants touchés par les conflits armés, Rebecca Amuge Otengo, ainsi que le Rapporteur spécial du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être des enfants en situation de conflit, Robert Doya Nanima, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations

unies pour les enfants et les conflits armés, Vanessa Frazier, et un représentant de l'UNICEF.

Le CPS avait évoqué la question de l'éducation lors de sa session du 13 août 2025 au cours de laquelle il avait chargé la Commission de l'UA d'élaborer une politique relative à la protection de l'éducation et de garantir la continuité des cours pendant les conflits sur le continent africain. La Commission a été également chargée de publier des tableaux de bord périodiques et actualisables incluant les aspects judiciaires, stratégiques et les initiatives continentales liées à l'éducation et à sa continuité pendant les périodes de conflits, en plus d'un plan d'action pour la mise en œuvre des décisions prises à partir de l'année 2025.

Il sera également question, lors de la session de lundi, de faire le point sur les progrès réalisés, d'identifier les lacunes et de faire en sorte de transformer les recommandations en actions pratiques et mesurables afin de protéger l'éducation et de garantir sa continuité en périodes de conflit.

Il est attendu que le CPS clôture ses travaux avec l'adoption d'une déclaration finale.

RI

PAKISTAN

13 MORTS ET 22 BLESSÉS DANS UN ATTENTAT À L'EXPLOSIF

L'attentat qui s'est produit près d'un commissariat de police pendant une manifestation dans le district de Swat, dans le nord du Pakistan, a fait 13 morts et 22 blessés, a annoncé dimanche la police dans un nouveau bilan.

"Treize personnes, dont huit policiers, ont été tuées dans l'attentat", a précisé un responsable de la police locale, Fida Hussain, ajoutant que

22 personnes avaient été blessées et qu'un autre corps, soupçonné d'être celui de l'auteur de l'attaque, avait été transporté à l'hôpital.

Un précédent bilan faisait état de neuf morts et 20 blessés.

"Un homme a tenté de pénétrer dans le commissariat situé au niveau d'un carrefour animé, mais a été arrêté par des policiers à l'entrée prin-

cipale", a expliqué M. Hussain, ajoutant que l'assaillant a "activé son gilet rempli d'explosifs".

Dans la capitale provinciale, Peshawar, l'explosion d'une bombe artisanale a par ailleurs fait quatre blessés, tous des policiers, a annoncé dimanche le chef de la police locale.

RI

COURSE AUX DONNÉES NUMÉRIQUES

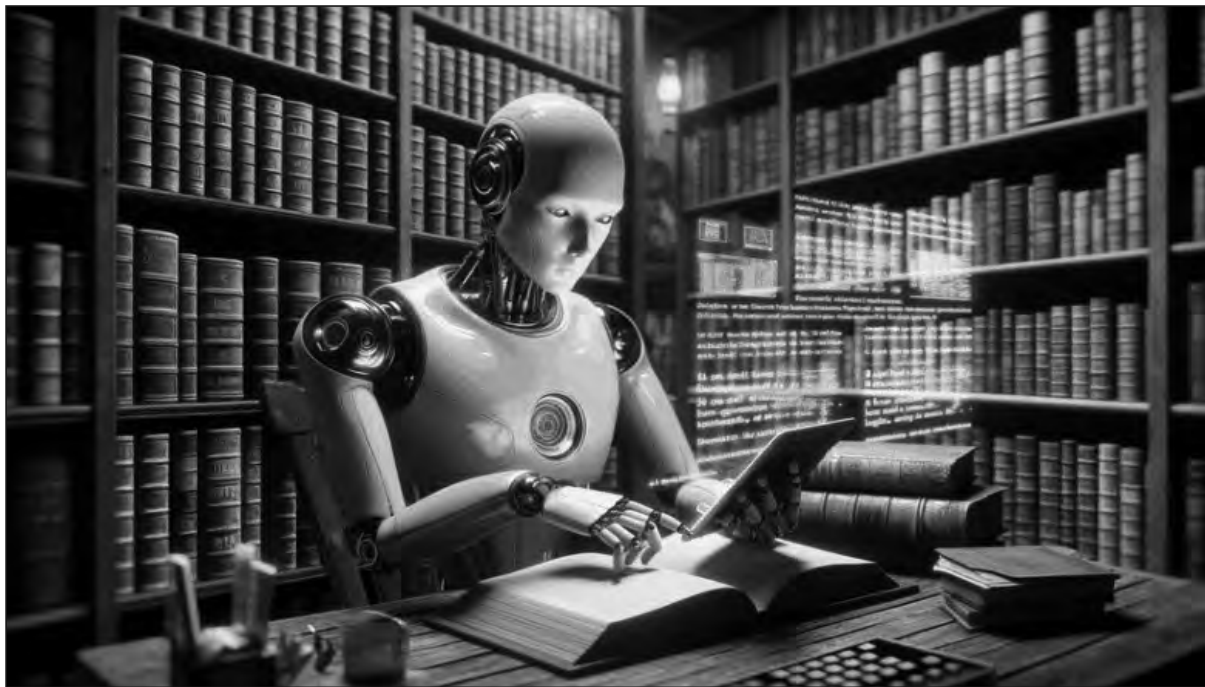
ANTHROPIC ACCUSÉ DE DÉTRUIRE DES MILLIONS DE LIVRES POUR L'IA

Des documents judiciaires révèlent une opération secrète de numérisation massive d'ouvrages, destinée à alimenter les modèles d'intelligence artificielle. Une pratique qui soulève de vives inquiétudes éthiques et juridiques.

Par Yakout Abina

Pendant des mois, « Project Panama » est resté enfoui dans les archives internes d'Anthropic. Son existence n'a émergé qu'à la faveur d'une procédure judiciaire opposant la société à plusieurs auteurs. Selon le Washington Post, des milliers de pages versées au dossier dévoilent une opération d'une ampleur inédite qui consiste à « détruire par numérisation tous les livres du monde ».

Début 2024, Anthropic recrute Tom Turvey, ancien cadre de Google Books, pour piloter le projet de transformer les bibliothèques en données. L'entreprise se tourne vers des revendeurs de livres d'occasion comme Better World Books et World of Books. Les ouvrages achetés sont acheminés vers des centres spécialisés où une machine hydraulique découpe leur reliure. Les pages sont ensuite scannées à grande vitesse avant que les livres ne soient recyclés. Le plan prévoit la conversion de 500 000 à deux millions d'ouvrages en seulement six mois. Pour Marco Scialdone, professeur de droit de l'IA à l'Università Europea di Roma, cette pratique soulève des inquiétudes majeures : « Il y a, et je pèse mes mots, des questions dramatiques liées à la protection du patrimoine culturel, notamment lorsque cette numérisation destructrice touche des ouvrages rares ou épuisés. » Selon lui, réduire le patrimoine bibliographique mondial à une simple matière première pour entraîner des modèles commerciaux pose une véritable ques-



tion d'éthique publique.

Pourquoi donc détruire des livres ? Parce que les modèles d'intelligence artificielle progressent grâce à des corpus gigantesques. Les livres offrent une source d'apprentissage plus riche et plus structurée que les contenus disponibles sur Internet. Dès janvier 2023, un cofondateur d'Anthropic expliquait dans un document interne que les ouvrages permettraient d'apprendre aux modèles « à bien écrire », plutôt que de reproduire « le langage de faible qualité d'Internet ».

Mais les révélations du Washington Post montrent que Project Panama ne se limite pas à l'achat légal. Avant cette phase, Anthropic aurait déjà téléchargé d'immenses bibliothèques pirates, notamment Library Genesis (LibGen). Pour Scialdone, « la frontière n'est pas technologique, elle est juridique ». Acheter un livre permet d'acquérir légalement son support matériel, mais sa reproduction numérique reste encadrée par le droit d'auteur. À l'inverse,

télécharger des œuvres depuis LibGen constitue une violation directe des droits. En Europe, la directive de 2019 sur le Text and Data Mining (TDM) autorise, sous certaines conditions, la reproduction d'œuvres pour l'exploration automatisée de données, y compris à des fins commerciales. Mais cette exception n'est pas absolue : les titulaires de droits peuvent s'y opposer grâce à un mécanisme d'opt-out. L'entrée en vigueur de l'AI Act ajoute une exigence de transparence, où les fournisseurs de modèles d'IA devront publier un résumé détaillé des données utilisées et démontrer leur conformité au droit d'auteur.

Aux États-Unis, la justice a commencé à tracer une ligne de partage. Le juge fédéral William Alsup a estimé que l'entraînement d'un modèle d'IA constituait un usage « transformateur » relevant du fair use, le comparant au travail d'un enseignant qui apprend à écrire à ses élèves. En revanche, la manière dont Anthropic s'était procuré une

partie des œuvres, via des bibliothèques pirates, demeure problématique. Anthropic a finalement accepté de verser 1,5 milliard de dollars dans le cadre d'un accord transactionnel avec les auteurs et éditeurs concernés, sans reconnaître de faute. Pour Scialdone, ce règlement spectaculaire ne met pas fin au débat : « Un accord de cette ampleur ne met pas fin à un contentieux systémique qui accompagnera probablement le développement de l'intelligence artificielle pendant encore de nombreuses années. »

Le juriste invite à observer le modèle japonais. Depuis une réforme adoptée en 2018, le Japon autorise largement les traitements informatiques des œuvres lorsqu'ils ne portent pas atteinte à leur exploitation économique ou culturelle. « Il est nécessaire d'évoluer vers des modèles souples mais juridiquement clairs, capables de protéger la valeur créative des œuvres sans freiner le progrès technologique », conclut-il.

Y.A

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

LES UTILISATEURS SE MONTRENT DE PLUS EN PLUS PRUDENTS À SON ÉGARD

Par Hamida Indja

Une récente étude réalisée au Royaume-Uni montre que de nombreuses personnes sont aujourd'hui davantage inquiètes face à l'intelligence artificielle. Certaines utilisent désormais moins ces outils qu'auparavant, estimant que les risques qu'ils présentent sont parfois plus importants que les avantages qu'ils offrent.

Une nouvelle étude britannique révèle que les inquiétudes liées à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) augmentent. Même des personnes auparavant favorables à cette technologie commencent aujourd'hui à l'utiliser moins souvent, et certaines ont même décidé de ne plus y recourir.

D'après un sondage réalisé par l'Institut du futur numérique du King's College de Londres, en partenariat avec un groupe spécialisé en intelligence artificielle, 42 % des personnes interrogées déclarent utiliser moins les robots conversationnels. Plus de la moitié des participants estiment désormais que les dangers de l'intelligence artificielle sont supérieurs à ses avantages.

Jack Stilgoe, du King's College,

explique que les entreprises qui commercialisent ces nouvelles technologies pensent souvent que plus les utilisateurs s'y habituent, plus ils les apprécient. Il souligne toutefois que cette idée est fautive, car même les personnes les plus favorables à l'intelligence artificielle sont devenues, avec le temps, plus prudentes et plus inquiètes à l'égard de son utilisation.

Les principales préoccupations concernent la protection des données personnelles, la sécurité des informations et le respect des lois en vigueur. Beaucoup de personnes préfèrent également continuer à travailler avec des méthodes traditionnelles. L'étude, menée auprès de plus de 2 000 personnes au Royaume-Uni, montre aussi une hausse de quatre points, portant à 52 % la part de ceux qui estiment que l'intelligence artificielle comporte davantage de risques que d'avantages, tandis que les avis favorables s'établissent à 34 %.

Par ailleurs, un sentiment d'impossibilité d'échapper à l'intelligence artificielle se développe. De nombreux participants estiment qu'il devient difficile, voire impossible, de l'éviter au quotidien.

Les chercheurs ont également



constaté que les personnes qui choisissent de ne pas utiliser l'intelligence artificielle le font en toute connaissance de cause, en raison des risques qu'elles perçoivent, et non par manque de compétences. Dans le même temps, la pression exercée par la société et le monde du travail pour apprendre à utiliser ces outils continue de s'accroître, notamment afin de trouver un emploi ou de conserver le sien.

Enfin, même si les marchés financiers tirent d'importants bénéfices des entreprises du secteur technologique, les auteurs de l'étude estiment que le public n'acceptera pleinement l'intelligence artificielle qu'à la condition de bénéficier de garanties solides et de disposer d'outils lui permettant de garder le contrôle sur ces technologies, notamment en choisissant librement de s'en retirer.

H.I

DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE

UNE NOUVELLE VISION POUR L'AGRICULTURE DE MONTAGNE

L'Union nationale des ingénieurs agronomes (UNA) organise un colloque national sur l'agriculture de montagne et l'économie rurale du 1er au 3 septembre à Skikda. Cette rencontre vise à bâtir une vision intégrée pour le développement des zones montagneuses, trop souvent marginalisées, en misant sur la valorisation des ressources locales et l'innovation. L'objectif est clair : transformer les contraintes naturelles en atouts pour renforcer la sécurité alimentaire du pays.

Chaïmaa Sadou

Longtemps jugée fragile, l'agriculture de montagne s'impose aujourd'hui comme un secteur clé. En Algérie, cette spécificité agricole sera au centre d'une réflexion nationale. L'UNA a annoncé l'organisation de ce colloque, placé sous le thème « Vers une vision nationale pour le développement des zones montagneuses et la promotion de l'économie rurale en Algérie ». Cet événement intervient à un moment charnière où sécurité alimentaire et préservation des écosystèmes deviennent des enjeux essentiels pour le pays.

Une agriculture née des contraintes naturelles

L'agriculture de montagne se distingue nettement des pratiques des plaines et des hauts plateaux. Façonnée par des pentes abruptes, des terres arables rares et des conditions climatiques rigoureuses, elle exige un savoir-faire précis et une main-d'œuvre conséquente. Elle joue un rôle essentiel dans la gestion des paysages, la prévention des incendies et la préservation de la biodiversité. Alors que l'agriculture des plaines repose sur la mécanisa-



tion et de vastes infrastructures, celle de montagne dépend des précipitations et de la fonte des neiges, baromètre précieux des évolutions environnementales. Les produits qui en sont issus — fromages, miels, plantes aromatiques — véhiculent une image d'authenticité et de qualité recherchée sur les marchés.

Le colloque de Skikda veut répondre à une question centrale : comment concilier les handicaps naturels de ces zones avec leur potentiel économique et social ? La rencontre réunira chercheurs, experts, investisseurs et acteurs publics et privés. L'objectif est de bâtir une vision nationale qui valorise les produits du terroir, protège les forêts et encourage les énergies renouvelables. Il s'agit de transformer ces territoires en espaces d'innovation et de résilience.

Montagne, plaine, plateau : trois mondes agricoles distincts

Les différences sont frappantes. Dans les plaines, les vastes superficies permettent une mécanisation intensive et des rendements élevés,

souvent destinés à l'exportation ou aux grandes villes. Les hauts plateaux, au climat semi-aride, privilégient l'élevage ovin et les céréales résistantes à la sécheresse. En montagne, les parcelles sont petites, le relief accidenté et l'accès à l'eau irrégulier. L'agriculteur doit composer avec une saison de végétation courte, des risques de gel et une biodiversité fragile qu'il faut préserver pour maintenir l'équilibre des sols.

Près de la moitié des montagnards ruraux dans les pays en développement restent vulnérables à l'insécurité alimentaire. L'isolement est un défi majeur : routes, écoles et marchés sont souvent éloignés, favorisant l'exode vers les plaines. Pour inverser cette tendance, le colloque prévoit des ateliers et des expositions réunissant start-up, artisans et producteurs. L'enjeu est de moderniser les pratiques sans dénaturer l'âme de ces territoires, en utilisant des technologies adaptées aux petites surfaces.

La protection de l'environnement sera également au cœur des débats.

Les incendies de forêt menacent régulièrement ces zones. Le colloque lancera des caravanes de sensibilisation et des campagnes de reboisement. Cette approche associe les communautés locales à la protection de leur environnement, créant un cercle vertueux entre développement économique et durabilité écologique. La préservation des forêts est essentielle pour réguler les ressources en eau, profitant aussi aux régions en aval.

L'économie rurale ne se limite pas à l'agriculture : elle inclut l'artisanat, le tourisme et les circuits de proximité. Le colloque abordera ces dimensions en cherchant à établir des partenariats efficaces. Historiquement, le colporteur reliait ces zones enclavées aux marchés urbains, acheminant les produits locaux vers les consommateurs. Aujourd'hui, la logistique reste un frein, mais les circuits courts et les labels de qualité peuvent offrir aux agriculteurs de montagne des revenus plus stables.

Ce colloque national de Skikda est une opportunité majeure pour reconsidérer la place de l'agriculture de montagne dans la stratégie nationale. En misant sur l'innovation, la protection de l'environnement et la valorisation des produits locaux, il s'agit de transformer les contraintes géographiques en atouts compétitifs. L'enjeu dépasse l'économie : il s'agit de préserver un mode de vie, un patrimoine culturel et des services écosystémiques essentiels à l'équilibre du pays. Le succès dépendra de la capacité à unir tous les acteurs autour d'un projet commun pour assurer un avenir durable aux populations de montagne. Plus largement, le développement d'une agriculture de montagne diversifiée participe à la valorisation des ressources locales, au renforcement de la sécurité alimentaire et au développement durable des territoires ruraux.

C.S

INCENDIES EN GRÈCE

SITUATION "EXTRÊMEMENT DIFFICILE" EN RAISON DE VENTS VIOLENTS

La Grèce, confrontée en pleine saison touristique à plusieurs incendies, fait face à une situation "extrêmement difficile" avec des conditions météorologiques "extrêmes" et des vents atteignant souvent les 100 kilomètres à l'heure, a indiqué dimanche le Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis.

En une semaine, plus de 12.000 hectares de forêts et de terres agricoles ont été ravagés par les flammes dans ce pays touché de plein fouet par la crise climatique, comme l'ensemble du pourtour méditerranéen.

En proie chaque été à des incendies en raison de canicules fréquentes et de la sécheresse, la Grèce avait été jusqu'à présent relativement épargnée par les grands feux en début de saison estivale contrairement à la France et l'Espagne.

Elle est désormais en alerte maximale. Ces jours sont "extrêmement difficiles", a écrit le Premier ministre sur les réseaux sociaux, évoquant des "conditions météorologiques extrêmes et des vents" atteignant souvent les 100 kilomètres à l'heure. "Il y a des moments où la nature et l'intensité des phénomènes météorologiques surpassent toute planification humaine et toute capacité

opérationnelle", a-t-il dit.

Située à 70 km au nord-ouest de la capitale, Porto Germeno, sur le Golfe de Corinthe, est un lieu de villégiature prisé des Athéniens.

Des dizaines de maisons ont été endommagées ou détruites, selon les autorités.

Selon Théodore Giannaros, météorologiste spécialisé dans les incendies et chercheur à l'Observatoire national, les incendies autour de Porto Germeno semblent avoir touché une zone de plus de 10.000 hectares, soit presque le double de l'estimation initiale.

"Malheureusement, il est très probable (si ce n'est presque certain) que cet incendie soit classé comme méga-incendie", a-t-il écrit sur les réseaux sociaux.

Les pompiers doivent combattre chaque jour les flammes sur plusieurs fronts : si près de 500 soldats du feu sont déployés dans la région de Porto Germeno, environ 100 luttent contre un autre incendie à Aigialia, dans le nord du Péloponnèse.

Un nouvel incendie s'est en outre déclaré samedi soir sur l'île de Céphalonie, en mer Ionienne.

Le ministre grec de la Protection civile, Evangelos Tournas, a ainsi déclaré samedi que les pompiers avaient été "poussés à leurs limites". Trois pompiers sont morts la semaine dernière dans l'exercice de leurs fonctions : deux en Crète et un dans le Péloponnèse

R.ENV

A CAUSE DE LA SÉCHERESSE LA HONGRIE ANNONCE L'ARRÊT INÉDIT DE SA CENTRALE NUCLÉAIRE

Le Premier ministre hongrois, Peter Magyar, a annoncé l'arrêt dimanche de l'unique centrale nucléaire de son pays, une "première en 44 ans", en raison de niveaux d'eau trop bas dans le Danube.

"En raison de la nouvelle baisse du niveau des eaux du Danube, l'une des deux dernières unités de production de la centrale nucléaire de Paks sera mise à l'arrêt dimanche", a-t-il écrit sur les réseaux sociaux.

"La production de la centrale tombera ainsi à seulement 240 mégawatts", a ajouté le dirigeant qui précise que la centrale "sera complètement arrêtée pour la première fois en 44 ans".

Située à une centaine de kilomètres au sud de Budapest, la centrale de Paks fournit environ 40% de la production annuelle d'électricité du pays.

Vendredi, l'exploitant de la centrale, dont les quatre réacteurs construits avec une technologie de l'ère soviétique sont refroidis par de l'eau pompée dans le Danube, avait prévenu que la baisse du niveau du fleuve pourrait contraindre la centrale à être complètement mise à l'arrêt vers le milieu de la semaine prochaine.

En raison de déficits de précipitations prolongés et de la chaleur extrême qui touche l'Europe depuis le printemps, les eaux du Danube ont atteint par endroits un niveau historiquement bas. Et la situation risque d'empirer en raison des 40 à 42 C prévus dans les prochains jours dans le pays d'Europe centrale.

R.ENV

APRÈS AVOIR SUIVI UNE FORMATION DE QUALIFICATION AVANT L'OBTENTION DE LEUR CARTE OFFICIELLE

36 GUIDES TOURISTIQUES EN VOIE DE RÉGULARISATION

Trente-six guides touristiques exerçant jusque-là sans agrément officiel ont été qualifiés dans la wilaya de Mila, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du tourisme et de l'artisanat.

Par Kahina Baghdad

La responsable du service du tourisme au sein de cette direction, Lamia Ghodbane, a indiqué que ces professionnels, qui travaillaient sans certification, ont suivi au cours de l'année une formation de qualification organisée en coordination avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, en application du protocole de coopération liant les deux ministères de tutelle.

Selon la même responsable, les dossiers administratifs des bénéficiaires de cette qualification ont été



transmis aux services du ministère du Tourisme et de l'Artisanat afin de leur

permettre d'obtenir leurs cartes professionnelles de guide touristique.

Elle a également fait savoir que les actions de formation et de qualification se poursuivront afin de renforcer les compétences des guides touristiques. Une session consacrée aux premiers secours est ainsi prévue en septembre prochain au profit de cette catégorie, avant l'organisation d'autres formations destinées à consolider le professionnalisme dans les activités touristiques et à améliorer la qualité des prestations proposées.

La direction du tourisme et de l'artisanat a, par ailleurs, rappelé que les agences de tourisme et de voyages exerçant dans la wilaya sont tenues de faire appel à des guides touristiques agréés par le ministère de tutelle, conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi 99-06 du 4 avril 1999 régissant l'activité des agences de tourisme et de voyages.

K.B

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

PLUS DE 42.000 ENFANTS INSCRITS AUX ÉCOLES CORANIQUES D'ÉTÉ À MASCARA

Par Halim Derdar

Les écoles coraniques d'été de la wilaya de Mascara ont accueilli 42.115 nouvelles inscriptions, selon les chiffres communiqués dimanche par la direction des Affaires religieuses et des Wakfs.

Ce total dépasse celui enregistré à la même période de l'année précédente, où 38.255 élèves avaient été recensés. Cette augmentation s'explique notamment par l'ouverture de 20 nouvelles classes d'enseignement coranique entre le début de l'année et le mois de juillet dans plusieurs zones urbaines et rurales de la wilaya. Elle est également favorisée par l'octroi de récompenses financières destinées à encourager les élèves capables de mémoriser et de réciter correctement le Saint Coran.

Les nouveaux inscrits, âgés de 6 à 14 ans, sont

répartis entre les écoles coraniques d'été rattachées aux mosquées, aux zaouïas, aux quartiers urbains, aux villages ainsi qu'à l'annexe du Centre culturel islamique. Ouverts depuis la mi-juillet, ces établissements poursuivront leurs activités jusqu'à la fin du mois d'août.

La Direction a rappelé que ces écoles estivales offrent aux enfants la possibilité d'apprendre et de mémoriser le Livre Saint à travers un programme pédagogique comprenant, à titre exceptionnel durant les vacances d'été, des cours organisés aussi bien le matin que l'après-midi.

Pour accroître davantage les effectifs, la Direction, en coordination avec le Conseil "Iqra" de l'enseignement coranique relevant de ses services, a engagé un programme spécifique prévoyant l'ouverture d'un grand nombre de classes dans les mosquées, les quartiers, les villages et les zaouïas. Ce dispositif prévoit aussi la mobilisation de

nombreux enseignants bénévoles du Coran afin d'assurer l'encadrement pédagogique à travers la wilaya. Ce programme, dont la durée n'a pas été précisée, comprend également l'attribution d'une allocation mensuelle aux enseignants bénévoles, financée sur le budget de la wilaya. Il prévoit en outre la réalisation d'écoles coraniques modèles dotées d'équipements modernes, ainsi que l'organisation de concours entre les élèves des écoles rattachées aux mosquées et aux zaouïas pour les encourager à mémoriser le Saint Coran, selon la même source. Il convient de rappeler que le secteur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya dispose de 598 écoles coraniques, encadrées par plus de 730 intervenants, parmi lesquels figurent des enseignants, des professeurs, des imams, des préposés aux mosquées, des muezzins et des conseillers religieux.

H.D

C'EST L'ÉTÉ DES ENFANTS D'EL BAYADH ET EL-ABIODH SIDI CHEIKH DANS LES CAMPS DE MOSTAGANEM ET CHLEF

Deux groupes d'enfants des wilayas d'El-Bayadh et de la nouvelle wilaya d'El-Abiodh Sidi Cheikh ont pris le départ, dimanche, vers les camps de vacances situées sur les plages de Mostaganem et Chlef, a-t-on appris auprès du directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS) par intérim de la wilaya d'El-Bayadh, Mohamed Guennachi. Le même responsable a précisé que le quatrième contingent de la wilaya d'El Bayadh, composé de 100 enfants, s'est dirigé vers la plage de Petit-Port, dans la commune de Sidi Lakhdar (Mostaganem). De son côté, le troisième groupe de la wilaya d'El-Abiodh Sidi Cheikh, composé de 50 enfants, a pris la direction de la plage de Béni-Haoua, dans la wilaya de Chlef.

M. Guennachi a souligné que le départ de ces deux groupes s'inscrit dans le cadre d'un programme bénéficiant à 900 enfants issus des deux wilayas. Cette initiative relève du programme du ministère de la Jeunesse visant à permettre aux enfants de profiter d'activités de loisirs et de détente dans les wilayas côtières, après leur inscription sur la plateforme numérique mise en place par le secteur à cet effet durant la saison estivale en cours.

Dans le même contexte, un autre groupe composé de 50 enfants ayant mémorisé le Saint Coran s'est également rendu le même jour à la

colonie de vacances d'El-Marsa, dans la wilaya de Chlef. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la coordination entre la direction des Affaires religieuses et des Wakfs et le secteur de la Jeunesse et des Sports de la wilaya, a-t-on fait savoir de même source. M. Guennachi a ajouté que 800 autres enfants bénéficieront également de séjours dans les colonies de vacances, en coordination entre les services de son secteur et la direction de l'Administration locale (DAL). Répartis en quatre groupes de 200 enfants chacun, deux d'entre eux ont déjà rejoint le camp de vacances de Terga, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, alors que le troisième groupe, partira mercredi prochain, souligne-t-on.

Il convient de rappeler que le nombre total d'enfants bénéficiant, durant la saison estivale en cours, des programmes de loisirs et de détente dans les colonies de vacances des wilayas côtières, notamment Chlef, Aïn Temouchent et Mostaganem, est estimé à 1.750 enfants issus des wilayas d'El-Bayadh et d'El-Abiodh Sidi Cheikh. Les autres bénéficiaires prendront le départ progressivement vers ces colonies, afin de profiter de leurs vacances d'été et des différentes activités récréatives prévues à cet effet, a fait savoir la même source.

R.S

POUR LES JEUNES DE M'SILA MISE EN SERVICE DE 2 STADES DE PROXIMITÉ À M'TARFA ET MAÂDHID

Deux nouveaux stades de proximité recouverts de gazon synthétique ont été mis en service dans les deux communes de M'tarfa et Maâdhid (M'sila), a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. La même source a précisé qu'il s'agit d'un stade de proximité réalisé pour un coût de 6,8 millions DA au village Bechilga dans la commune de M'tarfa et d'un autre complexe réalisé au village Hammar dans la commune de Maâdhid pour une enveloppe financière de 8 millions DA. Ces deux réalisations s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés à l'échelle locale pour la réalisation de structures sportives équipées au profit des jeunes et des enfants pour la pratique des activités sportives, selon la même source. D'autres structures similaires ont été programmées en coordination entre les assemblées populaires communales (APC) et la direction de la jeunesse et des sports (DJS), ont souligné les mêmes services.

R.S

FOOTBALL/CAN-2026 /FÉMININE

LA SÉLECTION ALGÉRIENNE POURSUIT SA PRÉPARATION, LE KENYA EN LIGNE DE MIRE

La sélection algérienne féminine de football a poursuivi, samedi, sa préparation en vue de son match face à son homologue kényane, prévu lundi (21h00) pour le compte de la 3e et dernière journée du groupe A de la Coupe d’Afrique des nations (CAN-2026), a indiqué la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

Après un échauffement et des exercices avec ballon dirigés par le préparateur physique, les joueuses, réparties en deux groupes, ont enchaîné avec des ateliers technico-tactiques sous la conduite du sélectionneur national, Farid Benstiti, et de ses adjoints. "Le staff technique a particulièrement insisté sur la rigueur, l'application et l'intensité dans l'exécution des exercices", souligne la FAF.

Les joueuses Morgane Belkhiter et Morgane Ikene n'ont pas pris part à cette séance et poursuivent leur protocole de soins. L'équipe nationale féminine dispute cette CAN-2026 avec l'ambition de franchir un nouveau palier, après avoir atteint pour la première fois de son histoire les quarts de finale lors de la précédente édition. Les deux premières équipes de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale. Les quatre demi-finalistes décrocheront leur billet pour la Coupe du monde 2027. La compétition ne s'arrêtera toutefois pas là pour les équipes éliminées en quarts de finale. Celles-ci participeront à une série de rencontres destinées à désigner les deux représentants africains qualifiés pour les barrages intercontinentaux du Mondial.

RS



FOOT/ LIGUE 1 "MOBILIS" (PRÉPARATION)
TROIS MATCHS AMICAUX AU MENU DE L'ES SÉTIF EN TURQUIE (CLUB)

L'ES Sétif, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, disputera trois matchs amicaux, contre des clubs étrangers, lors du stage qui se déroule en Turquie, en prévision de la saison 2026-2027.

Selon un communiqué de l'Entente, publié dimanche sur ses réseaux sociaux, les coéquipiers de Merouane Zerrouki affronteront les Qataris d'Al-Muaiher SC (le lundi 3 août), avant de défier les Saoudiens d'Al-Raed FC (le jeudi 6 août) puis les Bahreïniens d'Al-Muharraq (le dimanche 9 août).

Avant de s'envoler vers la Turquie, les Sétifiens ont effectué un stage au Centre technique régional (CTR) de Tlemcen, consacré à l'aspect physique,

ponctué par deux test amicaux face au Wifak Sebdu (8-0) et au CRB Hammam Bougherara (3-0).

L'Entente, dont la barre technique a été confiée à l'Egyptien Mohamed Yahia Mahmoud Sedki, dit "Capitaine Hamada", est l'un des clubs les plus actifs sur le marché des transferts, avec l'arrivée de plusieurs joueurs entre autres, l'attaquant Zakaria Benchaâ, le milieu de terrain Dalil Hassen-Khodja (27 ans), l'ailier Mohamed Islam Belkhir (ex-CRB), ou encore le défenseur Anis Khemaïssia (ex-Al-Hilal libyen). L'ESS a bouclé la saison 2025-2026 à la 10e place au classement final, en compagnie de l'USM Alger, avec 39 points chacun.

RS

BOXE / TOURNOI INTERNATIONAL
"MUSTAFA HAJRULAHOVIC"
LES SÉLECTIONS ALGÉRIENNES DOMINENT LA COMPÉTITION

Les sélections algériennes masculine et féminine de boxe ont réalisé une moisson exceptionnelle lors de la 24e édition du Tournoi international "Mustafa Hajrulahovic", disputée du 27 juillet au 1er août en Bosnie-Herzégovine, en décrochant la première place au classement général par équipes dans les deux catégories et les deux trophées de la compétition, a indiqué la Fédération algérienne de boxe. Engagées aux côtés de dix autres nations, à savoir la Croatie, l'Italie, l'Ukraine, le Monténégro, la Lituanie, la Macédoine du Nord, le Japon, le Kosovo et l'Afghanistan, les sélections nationales ont confirmé leur excellente préparation en vue des prochaines échéances internationales.

Chez les dames, l'Algérie a remporté deux médailles d'or grâce à Rania Mansouri et Ichrak Chaïb, cette dernière ayant également été désignée meilleure boxeuse du tournoi. Les Algériennes ont également ajouté trois médailles d'argent, remportées par El Djouher Benane, Melissa Hamada et Douaa Rouaz, ce qui leur a

permis de terminer à la première place du classement par équipes et de soulever le trophée de la compétition.

Du côté des messieurs, les boxeurs algériens ont également dominé les débats en s'adjugeant la première place par équipes. Amine Zenaz, Mustapha Abdou et Mohamed Islam Yaïche ont remporté les titres dans leurs catégories respectives, tandis que Mustapha Abdou a été élu meilleur boxeur du tournoi.

La sélection masculine a, en outre, enrichi son bilan avec une médaille d'argent décrochée par Abderrahim Mokataa, ainsi que quatre médailles de bronze obtenues par Mohamed Abbas, Ben Chegra, Mohamed Alaoui et Mohamed Maoui.

Grâce à ces résultats, les sélections algériennes masculine et féminine repartent de Bosnie-Herzégovine avec les deux coupes du classement général par équipes, confirmant leur montée en puissance à l'approche des prochaines compétitions internationales.

RS

HANDBALL / MONDIAL
FÉMININ (U18) 2026 (COUPE
DU PRÉSIDENT)
L'ALGÉRIE FACE AU BRÉSIL CE
LUNDI

La sélection algérienne de handball des moins de 18 ans (filles) affrontera le Brésil, lundi (9h45, heure algérienne), pour le compte de la première journée du groupe 4 de la Coupe du Président du Mondial-2026 de la catégorie, organisé en Roumanie. Les Algériennes donneront la réplique ensuite à l'Angola, mardi (12h00).

Le Sept algérien abordera ce tour de classement qui déterminera les places de la 25e à la 28e position, à la 3e place du groupe 4 (0 point), devant l'Angola avec une meilleure différence de points, et derrière le Brésil (1er) et la Serbie (2e), avec 2 points chacun.

A l'issue du Tour préliminaire, le leader du groupe disputera les matches de classement de la 17e à la 20e place, tandis que le deuxième jouera pour les places de 21 à 24. Le troisième du groupe jouera pour sa part les matches de classement de la 25e à la 28e position et le quatrième pour les places de 29 à 32.

La sélection algérienne a terminé le Tour Préliminaire à la quatrième place du groupe H, après trois défaites face à la Serbie (22-28), la Suisse (14-28) et la Slovaquie (18-31).

Outre l'Algérie, le continent africain est représenté dans cette édition du Mondial par l'Angola, l'Egypte, la Guinée et la Tunisie. La compétition regroupe 32 sélections réparties en huit groupes.

RS

LIGUE 1 "MOBILIS"
LE MCA AFFRONTERA AL-SADD SC
EN AMICAL LE 15 AOÛT À DOHA

Le MC Alger, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé la programmation d'un match amical face au club qatari d'Al-Sadd SC, le 15 août prochain au stade Jassim Bin Hamad à Doha, dans le cadre de la préparation des deux équipes en vue de la saison 2026-2027.

Dans un communiqué publié sur sa page officielle sur les réseaux sociaux, le champion d'Algérie des trois dernières saisons a indiqué que cette rencontre sera organisée à la suite d'une invitation officielle adressée par la direction d'Al-Sadd à son homologue du MCA. Le match sera disputé sous l'appellation de "Coupe sportive des hommes libres".

La même source précise que cette confrontation s'inscrit dans le programme de préparation des deux clubs en prévision des prochaines échéances et vise également à renforcer les relations de coopération et les échanges entre les deux formations.

Le communiqué ajoute que la direction du MC Alger dévoilera dans les prochains jours les différents détails organisationnels relatifs à cette rencontre amicale.

Pour rappel, le MC Alger effectue depuis une semaine un stage de préparation en Autriche en prévision de la nouvelle saison, dont le coup d'envoi est fixé au 27 août.

Les hommes de l'entraîneur tunisien Khaled Ben Yahia ont déjà disputé deux matchs amicaux : un nul face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (1-1), puis une victoire contre les Saoudiens d'Al-Hilal (2-0). Le triple champion d'Algérie clôturera son programme de préparation en Autriche lundi 3 août avec une dernière rencontre face au club saoudien d'Al-Shabab.

En vue du prochain exercice, le MCA a enregistré jusqu'à présent l'arrivée de quatre recrues : Kohili et Islam Abdelkader (Paradou AC), Mehdaoui (Olympique Akbou) et Konaté (US Chaouia), en attendant d'autres renforts avant le début de la nouvelle saison.

RS

PATRIMOINE CULTUREL

DIX-SEPT SITES ARCHÉOLOGIQUES RECENSÉS À AÏN TÉMOUCHENT

La wilaya d'Aïn Témouchent compte 17 sites archéologiques relevant du secteur de la Culture et des Arts, parmi lesquels quatre bénéficient d'un classement au patrimoine national en raison de leur valeur historique et civilisationnelle, a annoncé dimanche le directeur local du secteur, Abdelali Goudid.

Par Saïd Slimani

Ces lieux patrimoniaux font l'objet de travaux de mise en valeur et de diverses recherches scientifiques, a expliqué le même responsable. Il a précisé que le mausolée royal de Syphax, l'antique cité de Siga, la mosquée Sidi Yacoub dans la commune d'Oulhaça ainsi que la station expérimentale des ressources marines (Aquarium) de Beni Saf figurent sur la liste du patrimoine national. Selon lui, ces quatre sites attirent un



intérêt grandissant de la part des spécialistes en archéologie en raison de leur richesse historique. Les responsables du secteur pour-

suivent également les démarches visant à inscrire le mausolée royal de Syphax sur la Liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations

unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), compte tenu de son caractère historique exceptionnel. Ce monument est daté du IIIe siècle avant J.-C., a rappelé la même source.

En parallèle, le secteur de la Culture et des Arts prépare les dossiers de classement de plusieurs autres monuments et sites, notamment l'ancienne mosquée du quartier Ghar El-Baroud à Beni Saf, la mosquée Sidi Saïd, la vieille mosquée de la ville d'Aïn Témouchent ainsi que le site archéologique de Camérata, qui s'étend de la commune d'Aïn Tolba jusqu'à la plage de Sidi Djelloul, a encore indiqué M. Goudid.

Enfin, le secteur poursuit ses efforts afin de promouvoir l'ensemble des sites archéologiques recensés dans la wilaya d'Aïn Témouchent et de les intégrer aux circuits touristiques à caractère historique et religieux.

S.S

VIE CULTURELLE

QUINZE CARTES PROFESSIONNELLES DÉLIVRÉES AUX ARTISTES DE OUARGLA DEPUIS 2023

Depuis 2023, quinze (15) cartes professionnelles ont été remises à des artistes de la wilaya de Ouargla afin de mieux valoriser leur statut et de soutenir le développement de la vie culturelle dans la région, a indiqué dimanche la direction locale de la culture et des arts (DCA).

Ces cartes couvrent plusieurs disciplines artistiques. Quatre (4) ont été attribuées aux arts plastiques, quatre autres aux arts lyriques, trois (3) à la calligraphie, trois (3) aux auteurs et poètes, tandis qu'une seule a été délivrée dans le domaine des arts dramatiques. La DCA a précisé que les demandes d'obtention de cette carte professionnelle

sont examinées par le Conseil national des arts et des lettres, relevant du ministère de la Culture et des Arts. Cette instance est chargée d'étudier les dossiers et d'appliquer les dispositions réglementaires en vigueur avant leur attribution aux artistes remplissant les critères requis. Lors de la cérémonie de remise de modèles de cartes d'artistes, le chargé de la gestion de la direction locale de la culture et des arts, Ahmed Kazaoui, a souligné le rôle essentiel de l'artiste en tant que gardien de l'identité culturelle nationale. Il a également mis en avant sa contribution à l'enrichissement et au rayonnement de la scène culturelle à travers les différentes

formes d'expression artistique et littéraire. Il a ajouté que cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions engagées par le secteur pour stimuler la création artistique, offrir un environnement favorable aux créateurs, dynamiser le paysage culturel et consolider l'activité culturelle dans la wilaya. Parallèlement, la saison estivale est marquée à Ouargla par un riche programme d'animation culturelle proposant au public des spectacles artistiques, des soirées culturelles ainsi que des ateliers de création encadrés par des artistes de renom représentant plusieurs disciplines.

S.S

6^e ÉDITION DU PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LA LITTÉRATURE ET DE LA LANGUE AMAZIGHES

UNE RÉUNION DE COORDINATION S'EST TENUE HIER À TLEMCCEN

Une réunion de coordination s'est tenue, dimanche dans la wilaya de Tlemcen, consacrée à la préparation de la 6e édition du Prix du Président de la République de la littérature et de la langue amazighes, qui coïncidera avec les célébrations nationales du Nouvel An amazigh 2977 (Yennayer).

Cette réunion, organisée au siège de la wilaya en présence de représentants de l'Université de Tlemcen et des différentes directions concernées par la préparation de cet événement, a permis de présenter un exposé détaillé du plan d'action élaboré pour l'organisation de cette manifestation.

A cette occasion, le secrétaire général du Haut-commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, a mis en avant les efforts déployés par l'Etat en faveur de la promotion de la langue amazighe. Il a également présenté les principaux axes du programme proposé, les activités culturelles, scientifiques et artistiques prévues, ainsi que le plan de communication et les mécanismes de coordination

entre les différents intervenants.

Il a expliqué que le choix de la wilaya de Tlemcen pour accueillir les célébrations nationales du Nouvel An amazigh 2977, ainsi que la 6e édition du Prix du Président de la République de la littérature et de la langue amazighes, "reflète la place historique et culturelle qu'occupe cette wilaya". Il a souligné que tous les moyens nécessaires seront mobilisés afin d'assurer le succès de cette manifestation nationale, organisée sous le slogan: "Yennayer, une mémoire qui unit et une patrie qui rassemble", incarnant ainsi les valeurs de l'unité nationale et de la richesse culturelle qui caractérisent l'Algérie. M. Assad a ajouté que cette 6e édition du Prix du Président de la République de la littérature et de la langue amazighes connaîtrait "une large participation des acteurs culturels, des universitaires et des chercheurs", contribuant ainsi à la promotion de la langue et de la culture amazighes, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

R.C

ORAN / USTO-MB

LANCEMENT DE LA TROISIÈME PROMOTION DE MASTER EN ALTERNANCE

La troisième promotion du Master en alternance, proposée par l'Université des sciences et technologies Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB), en collaboration avec le groupe "Stellantis" dans le secteur de l'industrie automobile, sera lancée au début de l'année universitaire 2026-2027, a-t-on appris de cet établissement universitaire.

Un accord a été conclu, récemment, entre les deux parties pour lancer cette troisième promotion, qui concerne les spécialités "Management des unités de production" (MUP) et "Maintenance industrielle et Technologie automobile" (MITA), après des résultats positifs et très satisfaisants des deux promotions précédentes, ce qui témoigne de l'engagement des deux institutions à former des compétences hautement qualifiées répondant aux exigences du secteur industriel, a indiqué la même source, soulignant que cet accord a été signé lors d'une visite effectuée, récemment, par des responsables et cadres de l'université au groupe "Stellantis".

Dans ce cadre, 20 majors de promotion issus des spécialités MUP et MITA seront sélectionnés pour participer à un entretien de sélection devant un jury mixte composé

d'experts du groupe "Stellantis" et de l'USTO-MB.

A l'issue de cette évaluation, les dix meilleurs candidats intégreront le Master en alternance. Leur formation sera organisée selon un rythme alterné, avec un mois de formation au sein du groupe "Stellantis", puis un mois à l'USTO-MB, garantissant ainsi une parfaite articulation entre les enseignements académiques et l'expérience en milieu industriel, selon la même source.

Le programme de la formation en alternance dans les spécialités MUP et MITA, dispensé à l'Institut des sciences et technologies appliquées de l'Université Mohamed-Boudiaf, vise à former des cadres hautement qualifiés capables de combiner connaissances académiques et pratique sur le terrain. Ce mode de formation, ajoute la même source, répond aux besoins du marché du travail moderne, notamment dans le secteur de la fabrication et de l'industrie automobile.

En effet, le programme prévoit l'intégration et l'embauche des étudiants retenus après la fin de leur formation dans l'usine "Fiat" de Tefraoui, au sud de la wilaya d'Oran.

R.C

FORUM DU LIVRE DE GHARDAÏA

UN ESPACE DE LECTURE ET DE DYNAMISATION DES ACTIVITÉS CULTURELLES

Le "forum du livre", un événement littéraire abrité tout au long de la période estivale par la bibliothèque principale de lecture publique "Chahid Rassioui Mohamed Bencheikh" de la commune de Metlili (Ghardaïa), constitue une tribune des lecteurs et un espace de dynamisation des activités culturelles et de la promotion du lectorat, ont indiqué dimanche les organisateurs. Initiée en coordination avec les annexes de la bibliothèque, ce forum tend à vulgariser les différentes œuvres et publications locales, animer des activités littéraires à la satisfaction des lecteurs et auteurs au travers la création des tribunes et espaces d'échanges et de débats culturels constructifs, a affirmé le directeur de la bibliothèque précitée, Mabrouk Douali.

Selon le même responsable, ces rencontres littéraires visent également à mettre en place une bibliographie et cataloguer des œuvres et auteurs de la wilaya pour être mis à la disposition des lecteurs, chercheurs notamment.

Le programme du forum prévoit, en outre, un bouquet d'activités culturelles et littéraires, dont "Lire Un Livre", destiné à braquer les lumières sur son contenu, et disséquer les éléments composants de ce produit par souci de promouvoir la lecture analytique et critique et inciter à la lecture.

L'organisation des salons du livre, des rencontres avec des auteurs et des chercheurs, des ventes-dédicaces, des récitals poétiques en direction de jeunes et enfants, des concours culturels et des réceptions en l'honneur des hommes de lettres ayant enrichi la scène culturelle dans la région de la vallee du M'zab, figurent au menu du forum.

R.C

QUAND LES TENSIONS SE TRANSFORMENT EN FLAMMES

ET SE RÉPANDENT DANS TOUT LE MOYEN-ORIENT (1/2)

Le silence qui a entouré le résultat de la réunion avec Netanyahu, dans le bureau ovale, parle de lui-même. Aucun représentant du gouvernement américain n'est venu à l'aéroport pour l'accueillir, et aucun tapis rouge n'a été déroulé. La visite fut expédiée. Israël est à la dérive – avec sa stratégie du « Grand Israël » qui a maintenant pris un coup, faute de troupes et de cohérence.

Par Alastair Crooke
In mondialisation.ca

L'ancien Ombudsman de Tsahal, le major général Yitzak Brik, prédit (Ma'ariv, 26 juillet) que la crise qui engloutit les interventions israéliennes "n'est qu'un prélude à la catastrophe qui se profile au-dessus de nous" :

« Dans les futures guerres contre l'Iran, la menace va décupler au point de perdre complètement la capacité d'intercepter les missiles balistiques iraniens. Ces missiles risquent fort de nous frapper : dans les centres urbains, les cibles stratégiques, les infrastructures de production et économiques, les instituts scientifiques et technologiques, les établissements d'enseignement, les hôpitaux et les industries vitales, et nous écraser complètement ».

Trump – finalement, semble-t-il – a compris que la guerre qu'il a déclenchée pour écraser l'Iran s'est retournée pour le détruire. Il n'a effectivement aucune solution militaire disponible sinon d'arrêter de creuser le trou dans lequel il s'enfonce toujours plus profondément.

Pendant ce temps, l'Iran ne lui permet plus de poursuivre sa régulière manipulation consistant à déclencher une guerre cinétique (ostensiblement pour faire pression sur l'Iran), puis (les lundis suivants) de parler « d'accords imminents » afin de manipuler les marchés pétroliers et les cours des actions. Lundi dernier, une « short dump » sur le marché a fait chuter le prix du Brent de 7,7%.

L'Iran, en outre, a l'intention de prendre en main le tempo du conflit, qui (de toute façon) est sur le point de s'intensifier en raison des efforts des États-Unis pour étendre les pressions autour du pays de telle sorte que les États-Unis puissent ostensiblement contraindre l'Iran à accepter une « paix » dictée.

Mais au lieu d'ajouter de la pression sur l'Iran, la stratégie de Trump enflamme la région et risque de tourner à l'escalade incontrôlée.

Déstabilisation d'une région déjà fragile

Les derniers développements – y compris le Yémen déclarant « un siège pour un siège » contre les ports aériens et maritimes saoudiens, et les frappes sur deux grandes raffineries Aramco qui ont détruit l'oléoduc saoudien vers la mer Rouge – ont entraîné l'Arabie Saoudite dans un conflit à la fois avec le Yémen, mais aussi en conflit (conjointement avec CENT-



COM) avec les milices de l'Unité de Mobilisation Populaire (UMP) irakienne que les Saoudiens rendent responsables de la destruction de la raffinerie (même si Hash'd al-Shaabi le nie fermement). Ces deux épisodes soulignent néanmoins à quel point la « guerre de Trump » est en train de déstabiliser une région déjà fragile.

Hier, l'Arabie saoudite, avec les États-Unis, a mené d'importantes frappes aériennes sur au moins six villes irakiennes, tuant au moins 20 personnes et blessant des dizaines de membres de l'UMP.

Pourquoi l'Arabie saoudite attaquerait-elle le Hach'd et pas le Yémen? Eh bien, probablement parce qu'AnsarAllah riposterait avec des missiles, détruisant ce qui reste de l'infrastructure pétrolière saoudienne.

En apprenant les attaques américaines contre des positions des Hash'd, et dans l'esprit « une attaque contre un membre de l'Axe étant une attaque contre tous », l'Iran a enchaîné en lançant des missiles balistiques sur des bases américaines en Jordanie.

Deux nouveaux fronts – le front Hach'd al-Chaabi-irakien et le front Yémen-Saoudien – ont donc été ajoutés sur le fourneau régional. Mais il y a d'autres points chauds potentiels qui mijotent en arrière-plan : au Liban, le ministre israélien de la Défense se vante que :

« Vingt-quatre villages libanais, vieux de centaines d'années, ont été détruits. Tous les bâtiments, pas maison par maison, mais des villages entiers [ont été rasés]. Leur destruction est terminée. Vous devez comprendre : 15 000 à 20 000 maisons dans ces 24 villages ont été détruites — et aujourd'hui 70% de Gaza a été détruite ».

Plus important encore, le ministre

israélien de la Sécurité nationale, Ben Gvir, a promis de déclencher une guerre de colonisation contre les Palestiniens vivant en Cisjordanie afin de forcer un exode « volontaire » des Palestiniens. Ben Gvir soutient que la période précédant les élections en Israël représente le moment le plus propice pour déclencher une crise qui, à son avis, pourrait forcer l'évacuation de villages palestiniens entiers.

Comme si ce chaos ne suffisait pas, le 25 juillet, des missiles américains ont frappé un quartier général de la Marine des Gardiens de la Révolution dans la région de Ziba Kenar, dans la mer Caspienne, dans la province de Gilan.

Le commentateur MK Bhadrakumar souligne que :

"La mer Caspienne constitue une route d'approvisionnement stratégiquement vitale entre la Russie et l'Iran. Bandar Anzali est pour Téhéran ce que le port d'Odessa est pour Kiev où il reçoit des fournitures d'armes occidentales. Par conséquent, l'attaque ukrainienne contre un navire commercial iranien dans la mer Caspienne, dans les eaux territoriales de la Russie samedi, la première attaque de ce type depuis le début de la guerre Russo-ukrainienne, est tout sauf un incident. Kiev a revendiqué la responsabilité d'avoir endommagé un navire iranien, signalant que l'une des zones de sécurité les plus stables d'Eurasie est désormais vulnérable aux retombées directes du conflit ukrainien".

Vers la fusion des deux guerres actuelles

Le New York Times et le Wall Street Journal rapportent que cette frappe ukrainienne laisse présager une fusion des deux guerres — la guerre ukrainienne avec la Russie et

la guerre israélo-américaine contre l'Iran.

Cela suggère que l'attaque ukrainienne contre le navire iranien pourrait bien être une décision calibrée de Washington, l'Ukraine agissant conjointement avec le bombardement américain de la province iranienne de Gilan.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré cette semaine que la frappe signalée par l'Ukraine contre un navire iranien dans la mer Caspienne devait être considérée comme une attaque contre l'Iran lui-même, arguant que l'incident soulignait la nécessité de supprimer ce qu'il décrivait comme une menace posée par Kiev. Il a accusé l'Ukraine d'étendre la portée de ce qu'il a appelé ses « attaques terroristes ».

Alors, que se passe-t-il ? Il n'est pas clair si la frappe ukrainienne sur le navire iranien (qui a tué un marin iranien) qui, selon Kiev, détenait une cargaison d'armes, était simplement un cri enfantin de la part de Zelensky pour attirer l'attention et susciter l'intérêt de Trump (« Papa »), ou quelque chose de plus conséquent. Zelensky, à plusieurs reprises, s'est plaint que la guerre en Iran aspirait l'attention de l'Occident de « sa » guerre contre la Russie. Était-ce une tentative de réaligner Trump sur la guerre ukrainienne ?

Tous ces courants ont convergé à Washington avec l'enterrement d'État de Lindsay Graham, et à un moment où Laura Loomer — une influenceuse MAGA en chute d'audience, pourtant celle que Trump aime et qu'il écoute volontiers — a effectué une pirouette très publique à 180°, émergeant soudainement comme le plus grand fan et promoteur de l'Ukraine (peut-être à la place de feu Lindsay Graham).

A.C (A SUIVRE...)



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA GOURDE QUI PARLE

Il y a très longtemps, une terrible famine s'abattit sur le pays. C'était la plus grande que les anciens aient jamais connue. Les animaux mouraient par milliers. Incapables de trouver de la nourriture dans les forêts asséchées, ils erraient à travers les savanes et les montagnes en quête de quoi survivre.

Les plus faibles finissaient presque toujours sous les crocs et les griffes des plus forts.

Parmi eux vivait Compère Lièvre, le célèbre héros aux mille ruses. Lui aussi souffrait de la faim. Depuis plusieurs jours, il n'avait rien mangé. Épuisé, il s'abrita sous un buisson et réfléchit longuement.

— Je n'ai plus assez de forces pour courir et échapper à mes ennemis. Si rien ne change, je mourrai bientôt. Il me faut une idée... une idée qui puisse me sauver.

Soudain, une inspiration lui vint.

— Seul, je n'y arriverai pas. Il me faut un compagnon. Mais si je choisis un animal plus fort que moi, il me dévorera. Je vais plutôt demander l'aide de Kpedza, le petit rat palmiste. Il est trop faible pour représenter un danger.

Compère Lièvre alla trouver son ami.

— Kpedza, écoute-moi. J'ai besoin de toi, et toi de moi. Ensemble, nous pouvons survivre. J'ai imaginé une ruse qui nous permettra de trouver de la nourriture sans chasser.

Le rat accepta aussitôt.

Lièvre prit alors une grande gourde vide et demanda à Kpedza de s'y cacher. De l'extérieur, personne ne pouvait voir qu'un animal s'y trouvait.

Ils partirent ensuite de village en village.

À chaque halte, Lièvre déposait la gourde au milieu de la place et annonçait d'une voix mystérieuse :

— Braves gens ! Approchez ! Aujourd'hui, vous allez entendre parler une gourde magique ! Les habitants, intrigués, se rassemblaient aussitôt.

Lièvre dansait autour de la gourde, frappait des mains, faisait quelques pirouettes et criait :

— Ô gourde merveilleuse, réponds à ma voix !

À l'intérieur, Kpedza imitait une voix étrange et répondait :

— Oui, grand magicien, je t'écoute.



Les villageois ouvraient de grands yeux, persuadés d'assister à un véritable miracle.

Pour remercier le prétendu magicien, ils lui offraient de la bouillie, des ignames, des fruits et toutes sortes de nourriture. À l'abri des regards, Lièvre partageait le repas avec Kpedza, caché dans la gourde. Tous deux mangeaient à leur faim. Une fois rassasié, Lièvre se levait, applaudissait et déclarait fièrement :

— Braves gens, je vous remercie ! Grâce à vos présents, ma puissance magique est revenue !

Puis il dansait une dernière fois avant de reprendre la route vers un autre village.

Pendant quelque temps, cette ruse leur permit de vivre dans l'abondance malgré la famine.

Mais un jour, Sin la Hyène surprit leur secret. Cachée derrière un arbre, elle observa toute la scène sans être vue.

Dès le lendemain, elle fabriqua une grande gourde, captura Kpedza et l'y enferma de force.

Ainsi commença sa carrière de « magicienne à la gourde parlante ».

Elle imitait exactement les gestes de Compère Lièvre : les danses, les incantations et les pirouettes. La gourde parlait toujours grâce au pauvre Kpedza. Cependant, contrairement à Lièvre,

Sin était d'une gourmandise sans limite. Elle dévorait seule toute la nourriture que les villageois lui offraient et ne donnait presque rien au rat palmiste, qu'elle gardait enfermé comme un prisonnier. Affamé, Kpedza dépérissait de jour en jour. Quelque temps plus tard, Compère Lièvre entendit parler d'une mystérieuse magicienne qui faisait désormais parler les gourdes.

Il comprit immédiatement que quelqu'un avait découvert son secret.

En menant son enquête, il retrouva bientôt Sin endormie sous un grand manguier.

Profitant de son profond sommeil, il s'approcha sans bruit, prit la gourde et l'ouvrit.

Kpedza bondit aussitôt dehors en criant :

— J'ai faim ! J'ai faim ! Donnez-moi à manger ! Sin garde toute la nourriture pour elle et me laisse mourir de faim !

En apercevant Lièvre, le rat lui dit aussitôt :

— Noble Compère Lièvre, pardonne-moi d'avoir été contraint d'aider Sin à te voler ton idée. Si tu me donnes un peu de nourriture pour reprendre des forces, je partirai très loin. Ainsi, la Hyène ne pourra plus jamais faire parler une gourde.

Les villageois, qui avaient entendu toute la scène, comprirent qu'ils avaient été trompés.

Furieux, ils se jetèrent sur Sin.

— Voleuse ! Imposteur ! Tu nous as dupés pour nous voler notre nourriture !

La Hyène criait de toutes ses forces :

— Arrêtez ! Arrêtez ! J'ai oublié les paroles magiques de la gourde à la maison ! Laissez-moi aller les chercher !

Mais personne ne l'écoula.

Les villageois, furieux d'avoir été trompés, la rouèrent de coups jusqu'à ce qu'elle s'effondre, incapable de se relever.

Quant à Compère Lièvre et à Kpedza, ils reprirent leur liberté, riches d'une nouvelle leçon.

MORALITÉ:

On ne réussit pas durablement en copiant les autres sans comprendre leur intelligence. Celui qui imite sans sagesse finit toujours par être démasqué et puni.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Ouest, le 6 aout 2026

LE ROI SANS ENNEMI ET LA LANCE SACRÉE

Il y a très longtemps, au cœur des grandes savanes africaines, s'élevait le royaume de Kourouma. Ses terres étaient fertiles, ses marchés animés et ses habitants vivaient du travail de leurs mains. Depuis des générations, les guerriers de Kourouma étaient réputés pour leur bravoure, mais plus encore pour leur discipline.

Lorsque le vieux roi rendit son dernier souffle, son fils, le jeune prince Sékou, monta sur le trône. Il n'avait pas encore trente saisons des pluies, mais son regard inspirait déjà le respect.

Le jour du couronnement, le plus ancien des gardiens des traditions s'avança en tenant une longue lance dont la pointe brillait sous le soleil.

Cette lance, dit-il, appartient à notre royaume depuis les ancêtres. Chaque roi l'a portée. Beaucoup s'en sont servis pour gagner des batailles. Désormais, elle est entre tes mains.

À peine la cérémonie terminée, les conseillers commencèrent à parler de conquêtes.

À l'est, les terres sont riches.

Au nord, les troupeaux sont nombreux.

À l'ouest, les villages sont peu protégés.

C'est le moment d'agrandir notre royaume.

Mais Sékou resta silencieux.

Quelques jours plus tard, il parcourut son royaume sans annoncer sa venue. Il visita les cultivateurs, les pêcheurs, les forgerons, les femmes du marché, les bergers et les anciens.

Partout, il posa la même question :

De quoi avez-vous le plus besoin ?

Personne ne demanda une nouvelle guerre.

Les cultivateurs réclamèrent des puits.

Les commerçants souhaitaient des routes sûres.

Les forgerons demandaient davantage de minerai.

Les mères voulaient voir leurs fils revenir vivants des expéditions.

Alors le jeune roi comprit que la grandeur d'un royaume ne se mesurait pas au nombre de terres conquises, mais au bonheur de son peuple.

Il convoqua les souverains voisins.

Beaucoup pensaient qu'il allait leur déclarer la guerre.

Mais lorsqu'ils arrivèrent, ils découvrirent une immense place décorée pour une grande rencontre.

Sékou planta la lance sacrée au centre de la place.

Puis il déclara :

Cette lance restera ici. Elle ne servira qu'à défendre notre peuple si un danger véritable nous menace. Tant qu'elle restera plantée dans cette terre, nos mains construiront davantage qu'elles ne détruiront.

Les autres rois furent d'abord surpris.

Puis l'un d'eux s'avança.

Il déposa son bouclier au pied de la lance.

Un deuxième fit de même.

Puis un troisième.

Ce jour-là, ils conclurent un pacte.

Les caravanes purent traverser les royaumes sans crainte.

Les marchés grandirent.

Les récoltes furent échangées.

Les artisans apprirent les techniques de leurs voisins.

Les enfants grandirent en connaissant davantage de langues que leurs ancêtres.

Les années passèrent.

Le royaume de Kourouma ne devint jamais le plus vaste.

Mais il devint le plus prospère.

Lorsque le roi Sékou mourut à son tour, les anciens retirèrent enfin la lance sacrée de la terre.

Elle ne portait aucune trace de sang.

Alors le plus vieux des griots déclara :

« Beaucoup de rois ont laissé derrière eux des champs de bataille. Sékou, lui, a laissé des routes, des marchés et des amitiés. Voilà pourquoi son nom vivra plus longtemps que celui des conquérants. »

Morale :

La véritable puissance d'un dirigeant ne se mesure pas au nombre de guerres qu'il remporte, mais au nombre de vies qu'il



choisit de préserver.

Publié par choupibandita893 sur Facebook dans Contes, légendes et gestes de l'Afrique de l'Ouest, le 1er juillet 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
03:58	13:03	16:51	20:00	21:36

DÉCÈS D'ABDELHAK BEN BOULAÏD

NASRI PRÉSENTE SES CONDOLEANCES À LA FAMILLE DU DÉFUNT

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, s'est rendu, dimanche dans la wilaya de Batna, où il a présenté ses condoléances à la famille du défunt Abdelhak Ben Boulaïd, membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel et fils du chahid Mostefa Ben Boulaïd, indique un communiqué du Conseil.

M. Nasri était accompagné du vice-président du Conseil de la nation, Salah Reguieg, du président du groupe parlementaire du tiers présidentiel, Ben Alia Belhouadjeb, ainsi que du directeur de cabinet du président du Conseil de la nation, Makhlouf Sahel, précise la même source.

En cette douloureuse circonstance, M. Nasri a présenté, en son nom personnel et au nom de l'ensemble des membres du Conseil de la nation, "ses sincères condoléances et sa profonde compassion" à la famille du défunt et à ses proches.

Il a exprimé "sa vive émotion" à la suite de cette disparition, saluant le parcours du défunt qui "a consacré une partie de sa vie au service de la Nation, à travers ses fonctions parlementaires,



demeurant fidèle à l'héritage patriotique et révolutionnaire légué par son père, le martyr emblématique Mostefa Ben Boulaïd, en s'inspirant constamment

des valeurs et des principes éternels de Novembre", ajoute le communiqué.

Le président du Conseil de la nation a également mis en avant les qualités morales du défunt, "son dévouement dans l'exercice de ses responsabilités et son attachement constant au service de l'intérêt général", estimant que sa disparition constitue "une perte pour le Conseil de la nation, pour la famille révolutionnaire et pour l'Algérie, qui a toujours enfanté des hommes fidèles aux valeurs des Chouhada et à leur noble message".

Il a, enfin, imploré Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa Miséricorde infinie, de l'accueillir en Son vaste Paradis, de récompenser ses loyaux services rendus à la Patrie, et d'accorder à sa famille et à ses proches patience et réconfort.

ACCIDENT D'AUTOBUS À BOUMERDÈS

L'ANIRA DÉNONCE DES MANQUEMENTS AUX RÈGLES DU TRAITEMENT HUMAIN DES CRISES PAR CERTAINES CHAÎNES

L'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) a indiqué, samedi, avoir relevé des pratiques médiatiques "choquantes" de la part de certaines chaînes audiovisuelles et plateformes électroniques, ainsi que des manquements aux règles les plus élémentaires du traitement humain des crises, dans le cadre de la couverture médiatique du tragique accident de la route survenu vendredi dans la wilaya de Boumerdès, ayant fait plusieurs victimes et blessés.

"A la suite du tragique accident ayant fait plusieurs victimes et blessés, l'ANIRA adresse ses sincères condoléances et exprime sa profonde compassion aux familles des victimes, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés", lit-on dans le communiqué.

"Tout en suivant les couvertures médiatiques ayant accompagné cet événement, l'Autorité a relevé, avec la plus vive réprobation, des pratiques médiatiques choquantes de la part de certaines chaînes audiovisuelles et plateformes électroniques, qui sont en totale contradiction avec les principes d'un journalisme professionnel, responsable et respectueux de la déontologie", ajoute l'ANIRA.

Et de souligner : "Malgré les mesures rigoureuses

prises auparavant par l'Autorité à l'occasion d'événements similaires, on constate une nouvelle fois des manquements aux règles les plus élémentaires du traitement humain des crises, des événements tragiques et des drames qui en découlent, tant dans la forme que dans le contenu des couvertures médiatiques. Ces dérives se traduisent notamment par l'exploitation d'images de douleur et de détresse, un traitement des victimes et de leurs proches portant atteinte à leur dignité et à leur vie privée, ainsi que par des questions déplacées et provocatrices, en quête de scoop et de buzz au détriment du professionnalisme et du sens de responsabilité".

L'Autorité rappelle à l'ensemble des organismes de communication audiovisuelle ainsi qu'aux plateformes diffusant des contenus audiovisuels sur les supports numériques "l'impératif de se conformer strictement aux dispositions de la loi organique 23-14 relative à l'information, ainsi qu'au décret exécutif 24-250 du 23 juillet 2024 fixant le cahier des charges générales imposables aux services de communication audiovisuelle".

Elle souligne que "la liberté de la presse et le droit du public à l'information ne sauraient en aucun cas jus-

tifier une atteinte à la dignité humaine ou l'exploitation de la souffrance des personnes".

L'Autorité insiste également sur le fait que "la couverture des crises et des accidents majeurs, en particulier ceux ayant causé des pertes en vies humaines, exige davantage de discernement, de retenue et de responsabilité. Elle appelle les médias à éviter le sensationnalisme et la dramatisation, ainsi qu'à ne pas transformer les tragédies humaines en un spectacle, en quête de scoop, d'audience ou de buzz. Le véritable professionnalisme se mesure à la capacité des médias à garantir le droit du public à l'information sans perdre leur sens de l'humanité ni s'affranchir des règles déontologiques de la profession".

"L'ANIRA réaffirme qu'elle poursuivra, dans le cadre des missions et prérogatives que lui confère la loi, le suivi des contenus audiovisuels et prendra toutes les mesures prévues par la législation à l'encontre de tout manquement aux lois régissant l'activité journalistique et aux règles d'éthique et de déontologie de la profession", conclut la même source.

RA

SECTEUR DE LA JUSTICE ANNONCE CE LUNDI DES RÉSULTATS DE L'ÉPREUVE ÉCRITE DU CONCOURS NATIONAL D'ACCÈS À LA FORMATION

Le ministère de la Justice a indiqué, dimanche dans un communiqué, que les résultats de l'épreuve écrite du concours national d'accès à la formation pour l'obtention du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) seront publiés lundi à partir de 10h00.

Dans ce cadre, "le ministère de la Justice-Commission centrale du concours national d'accès à la formation pour l'obtention du CAPA, précise que les résultats de l'épreuve écrite du concours seront publiés lundi 3 août 2026, à partir de 10h00, sur les sites web du ministère de la Justice (<http://www.mjustice.dz>), du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (<http://www.mesrs.dz>), de l'Union nationale des ordres des avocats (<http://www.unoa.dz>) et de l'Ecole de formation des avocats (<http://efadz.com>)".

RA

LES PREMIERS ÉLÉMENTS DE L'ENQUÊTE RÉVÈLENT QUE LE CONDUCTEUR DÉCÉDÉ ÉTAIT SOUS L'EMPRISE DE STUPÉFIANTS

Les premiers éléments de l'enquête menée après l'accident d'autobus survenu dans la wilaya de Boumerdès ont révélé que le conducteur décédé était sous l'emprise de stupéfiants et que deux (2) comprimés psychotropes ont été retrouvés dans ses vêtements, indique dimanche un communiqué du parquet général près la Cour de Boumerdès.

"Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le procureur général près la Cour de Boumerdès informe l'opinion publique que, suite au tragique accident, survenu le 31 juillet 2026 à 9h40 sur la RN 24 reliant les communes de Boumerdès et de Zemmouri, dans la localité de Figuier, après le renversement d'un autobus de transport de voyageurs en provenance de la wilaya de Sétif, ayant fait 28 victimes, puisse Allah leur accorder Sa sainte miséricorde et prêter à leurs proches patience et réconfort, et 36 blessés, qui reçoivent actuellement les soins nécessaires, le procureur de la République près le tribunal de Boumerdès a ordonné aux services de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale l'ouverture d'une enquête préliminaire approfondie sur les circonstances et les causes de l'accident, afin de déterminer avec précision les responsabilités", lit-on dans le communiqué.

"Il ressort des premiers éléments de l'enquête, suite

aux résultats des analyses biologiques effectuées sur le conducteur décédé, le dénommé Dib Oussama, âgé de 33 ans, que ce dernier était sous l'emprise de stupéfiants", précise la même source, ajoutant que "deux comprimés psychotropes ont été retrouvés dans ses vêtements".

Le communiqué indique, par ailleurs, que "l'autobus transportait 64 personnes, soit un nombre supérieur à la capacité autorisée, qui est de 51 voyageurs, conducteur compris", ajoutant qu'"au moment de l'accident, le véhicule était engagé dans une descente à une vitesse de 121,63 km/h, malgré la présence d'un panneau de signalisation limitant la vitesse à 60 km/h".

"Les services de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale poursuivent, sous la direction du parquet de la République, les procédures d'enquête afin d'élucider les circonstances de l'accident et de déterminer les responsabilités de chaque partie. Les mesures légales seront prises avec la plus grande rigueur à l'encontre de toute partie impliquée dans cet accident", souligne la même source, assurant que "l'opinion publique sera informée des conclusions de l'enquête et des mesures prises en temps opportun".

RA